



LA LETTRE DE L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA BDIC & DU MUSÉE

N° 12 - Juin - juillet 1984

ISSN 0293-2245

Éditorial

Elle porte les stigmates de la crucifixion. Son corps est esquissé en forme de ville en ruine. Le bonnet phrygien sur la tête, elle pose dans un geste de lassitude sa main sanglante sur le front, comme pour scruter l'horizon. Oui, cette affiche de Paul Colin est datée du 19 août 1944 : dans Paris déjà insurgé, Marianne, « outragée », « brisée », « martyrisée », mais debout, regarde vers l'Ouest et attend les armées de la Libération.

Cette œuvre superbe illustre bien les richesses de l'exposition consacrée par le Musée des Deux Guerres à la France libérée de 1944-1945. A la vue des objets, affiches, photographies, tracts et documents de toutes sortes, le visiteur éprouve tour à tour les principaux sentiments vécus par les Français à l'époque : après la blessure et l'humiliation, la joie et le bonheur, mais aussi l'inquiétude du quotidien, la colère, la découverte de l'indicible horreur, et pourtant l'espérance...

Il y a quarante ans, l'hiver était rude et le printemps incertain. Le débarquement se fait attendre. Les bombardements alliés l'annoncent mais, de plus en plus intenses, ils meurtrissent les villes. La propagande vichyssoise ou allemande exploite ces souffrances physiques pour troubler davantage les consciences désorientées : incroyable affiche que celle qui recourt à Jeanne d'Arc après le bombardement de Rouen pour susciter l'anglophobie et clamer que « les assassins reviennent toujours sur les lieux du crime ».

Avec l'été 1944, l'humiliation cède la place à la joie, une joie explosive à laquelle se mêlent reconnaissance à l'égard des Alliés et fierté du combat résistant. Derrière cette unanimité, on pressent bien les futures divisions et « batailles pour la mémoire », autour de la question suivante : qui a libéré la France ? Telle affiche met en vedette le général de Gaulle, telle autre remercie les Américains ; d'autres encore, souvent d'inspiration communiste mettent l'accent sur l'insurrection parisienne, l'action des FFI et de Rol-Tanguy (« *Paris se bat* », « *Paris brise ses chaînes* »), ou chantent la gloire de l'armée soviétique. De fait, Stalingrad n'est pas oublié, et l'URSS jouit alors d'un immense prestige : selon un sondage I F O P effectué en septembre 1944 dans la capitale, 61 % des personnes interrogées considèrent qu'elle est « la nation qui aura le plus contribué à la défaite allemande », contre 25 % seulement pour les États-Unis. Quoi qu'il en soit, le bonheur transcende tous les autres sentiments, et il se cristallise sur un mot unanimement proclamé, non pas tant celui de patrie comme en 1918, que celui de liberté : « Liberté, Égalité, Fraternité, Enfin ! ». La vie politique renaît, les partis, anciens ou nouveaux, émergent. La vie culturelle, longtemps étouffée et coupée du monde libre, s'ouvre et s'oxygène ; dans ce domaine, c'est l'image de l'Amérique qui s'impose, avec ses livres, son jazz et ses films. Jean-Paul Sartre lui-même va humer le vent d'outre-atlantique : envoyé spécial du *Figaro*, il livre dans le numéro daté du 24 janvier 1945 un reportage qui côtoie un article signé par François Mauriac !

Mais la guerre continue, et en 1944 la victoire finale n'est pas encore en vue. Au fil des mois, le souci du quotidien reprend ses droits, avec son cortège de privations et de pénuries. Un des grands mérites de cette exposition est de nous montrer concrètement de quoi est faite la vie des Français à la Libération : la faim, le rationnement, les tickets d'alimentation, le froid, les chauffoirs collectifs installés dans les villes pendant le rigoureux hiver 1944-1945. On peut voir aussi les rations de cigarettes et de chocolat distribuées par les soldats américains ; une photographie qui représente une telle scène a d'ailleurs été censurée à l'époque, à cause de la mauvaise image qu'elle donne des Français : ils tendent la main.

La Libération, c'est aussi la colère contre ceux qui ont « trahi », « collaboré », ou tiré profit de l'occupation allemande. Le bilan des exécutions est relativement lourd - 10.000 victimes environ -, mais il n'atteint pas les chiffres largement exagérés et complaisamment diffusés (40.000 ou 100.000). Le mouvement frappe moins les notables que les sans-grade, et les photographies exposées sont là pour rappeler un des symboles de la colère vengeresse : ces femmes tondues et dénudées que l'on désigne à la vindicte populaire. Même celles qui n'ont dénoncé personne ne sont pas pardonnées : leur commerce avec l'ennemi est pire qu'un crime, c'est la

Robert FRANK
(suite page 24)

A propos d'une exposition

Lorsque Véronique Blum me demanda d'aider le Musée des Deux guerres mondiales à préparer l'exposition envisagée sur la Libération, je dois avouer que je ne connaissais rien de ce musée. Le choc fut d'autant plus grand lorsqu'au hasard des pochettes, armoires ou cartons, je découvris la richesse que celui-ci possédait. Tant et si bien que je ne pus, lorsque vint l'heure de la sélection, écarter autant de documents qu'il l'eût fallu pour éviter la critique, justifiée, de « surcharge » que l'on ne manquera certainement pas de porter à cette exposition.

Mais le choix était d'autant plus douloureux que nous avions décidé d'organiser une manifestation de caractère historique. Dès lors, il devenait indispensable d'éclairer, sinon la totalité, du moins la majeure partie des facettes de cette époque. La qualité des fonds du Musée le permit. L'entreprise n'était pourtant pas loin d'être une gageure car, à l'image de l'exposition, la réalité de cette époque apparaît bien « surchargée » et hautement complexe.

A la fin du deuxième volume de ses *Mémoires de guerre*, le général de Gaulle décrit la scène de son arrivée au ministère de la Guerre par ces phrases souvent citées : « Immédiatement, je suis saisi par l'impression que rien n'est changé à l'intérieur de ces lieux vénérables (...). Rien n'y manque, excepté l'État. Il m'appartient de l'y remettre ». La pensée du Général est imprégnée de permanence. L'époque nous semble plutôt sous-tendue par la rupture. En lisant ces affiches qui, toutes, témoignent des « aspirations révo-



LE CAPITALISME JUGÉ PAR L'EGLISE

La question sociale réclame une solution prompt et hardie. **La classe ouvrière a raison.** Comme je la comprends aujourd'hui : une expérience récente m'a appris ce que c'est qu'avoir faim, ce que c'est qu'être mal logé, mal vêtu, ce que c'est qu'être offensé dans sa dignité humaine, je sais ce que c'est qu'être asservi et sans liberté. **Délivrés de la dictature nazie, nous voulons délivrer la classe ouvrière de l'esclavage capitaliste. Telle est la volonté de Dieu et de l'Eglise.**

Extrait du discours de Mgr THÉAS,
évêque de Montauban.

Septembre 44.

lutionnaires » des résistants, on mesure la profondeur des bouleversements qu'a connus la France. Les époques sont rares où un haut dignitaire ecclésiastique affirme que « nous voulons délivrer la classe ouvrière de l'esclavage capitaliste. Telle est la volonté de Dieu et de l'Eglise ».

Les époques sont rares également où la France connaît un vide politique et un tel nombre de prétendants. Les *french dollars*, la proclamation d'Eisenhower et le contre-projet de de Gaulle rappellent la menace de l'établissement en France d'une administration militaire américaine. Mais les candidats français, au moins potentiellement, étaient également présents : Vichy, de Gaulle, les principaux mouvements de résistance et le PCF pour ne citer que les plus importants. Même si finalement, à l'exclusion de Vichy, l'unité nationale à direction gaulliste l'emporta, personne ne pouvait assurer une telle issue à l'aube de l'année 1944.

Les époques sont rares enfin où la France traverse une période de guerre civile. Car, en examinant les documents rassemblés, que ce soit l'appel de Darnand ou ceux touchant à l'épuration, telle est bien la réalité de cette guerre civile qui s'impose aussi à l'observateur. De 1940 à 1945, près de 10.000 Français ont payé de leur vie leur collaboration avec l'occupant, dont 2.300 lors de l'épuration. Plus généralement, parmi les 160.000 Français décédés



en déportation, les 24.000 FFI morts au combat ou les 30.000 fusillés, combien auraient survécu s'il n'y avait pas eu plusieurs dizaines de milliers de Français à se transformer en auxiliaires des nazis ?

Certes, la lutte essentielle oppose bien l'occupant et ses alliés aux « combattants de la liberté », toutes nuances confondues. Mais ces nuances existent et l'historien doit les examiner, avec sérénité. L'épuration, par exemple,

illustre ce phénomène. Depuis la foule qui exhibe, nue, une « collaboratrice » ou lui tond les cheveux (actes condamnés en général par les organisations de résistance), jusqu'au tribunal militaire du Lot-et-Garonne qui organise une justice implacable et rapide contre les collaborateurs actifs ou le gouvernement qui entend fortement canaliser la volonté épuratrice, les différences sont de taille.

Mais cette exposition n'a pas pour seule fonction d'illustrer : elle démontre également. Ainsi, la réponse à la simple question « Qui a libéré la France ? » comporte un enjeu éminemment politique et il est loisible, sous cet angle, de décoder les textes des différents courants de l'opi-

GLOIRE A NOTRE ARMÉE FRANÇAISE
qui franchit le DANUBE

GLOIRE AUX ARMÉES ANGLLO - AMÉRICAINES
en marche vers la jonction avec l'Armée Rouge

GLOIRE A L'ARMÉE SOVIÉTIQUE et à son Chef le Marechal **STALINE**

PATRIOTES ALÉSIENS

Tous Vendredi 27 Avril à 21 h. au THÉÂTRE MUNICIPAL

pour saluer la victoire des forces de la Liberté

Partie Artistique : ORCHESTRE - CHANTS - CHŒURS

LA SECTION COMMUNISTE D'ALÈS.

nion. Ceci est possible mais nécessite un long développement. Quelques affiches de l'exposition démontrent la même chose en quelques secondes. Les deux que nous reproduisons ici éclairent ainsi une des assises de la légitimité politique du Général de Gaulle d'une part, la tendance à la valorisation du rôle de l'armée soviétique par le PCF, de l'autre.

On ne peut que déplorer, à cet égard, la trop fréquente absence, dans les travaux historiques, d'analyses de documents autres que le journal ou le tract. Depuis quelques années, l'histoire orale a obtenu ses lettres de noblesse. Si l'exposition pouvait stimuler l'étude de documents, tels que les affiches, souvent négligés, si l'étape de l'Hôtel National des Invalides devenait pour le chercheur aussi évidente que celle de la B.D.I.C. à Nanterre, cette manifestation n'aurait pas été inutile.

Mais cette préoccupation ne fut évidemment pas première pour moi. Enseignant, je suis confronté aux difficultés de notre travail pédagogique. Avant même que les plus hautes autorités de l'État n'aient attiré l'attention sur les insuffisances de « l'histoire à l'école », je vivais, comme mes collègues, cette réalité duale. Nous intervenons auprès d'adolescents dont l'intérêt pour l'histoire est évident, mais dont le goût pour l'effort n'est plus aussi manifeste qu'avant. L'une des solutions réside peut-être dans la présentation des documents les plus « parlants » et les plus attirants possibles accompagnés des courtes explications indispensables. Ne pas masquer la complexité d'une époque mais donner les outils pour la percer furent nos deux objectifs. Les visiteurs nous diront si ceux-ci furent approchés. Défendre la vérité fut un des ressorts de l'action résistante. Si cette exposition permettait de mieux comprendre cette époque, ce serait, pour nous, rendre hommage à tous ceux qui, dans la nuit tyrannique surent se battre pour notre liberté en « gardant la tête froide mais le cœur chaud ».

Philippe BUTON

Un Américain à la B.D.I.C.

Ce dernier hiver, la BDIC s'est ouverte au grand air d'Outre-Atlantique grâce au séjour de quelques mois dans ses locaux d'un bibliothécaire américain venu en échange de l'université d'Athéus (Ohio). M. Perdreau, dont la parfaite connaissance du français se laisse aisément prévoir à son seul nom, a rendu de grands services en comblant une lacune : pendant ces quelques mois la responsabilité de l'acquisition des documents américains lui a été tout simplement confiée. Si cette charge ne lui a peut-être pas offert tout l'imprévu exotique désirable, du moins la BDIC en a-t-elle tiré égoïstement profit, et sans doute que les liens personnels noués avec d'autres institutions américaines, grâce à M. Perdreau, aideront dans l'avenir à faciliter les échanges d'informations et de recherches.

M. Perdreau a certainement été assez surpris par nos méthodes de travail ; cependant sa courtoisie naturelle l'a empêché d'en rien laisser voir, et il a bien voulu nous expliquer en quoi la conception américaine de la profession se différencie de la nôtre. L'émulation matérielle et morale est utilisée de façon curieusement aussi importante que dans les pays socialistes : récompenses sous forme de primes, de « grants », inscription sur des « tableaux d'hon-

APPEL

de

JOSEPH DARNAND

Chef de la Milice Française

Le radio de Londres m'a prêté ce matin une déclaration grotesque par laquelle, sans doute, elle voudrait jeter le trouble parmi les forces de l'ordre. Je ne la releverais pas, si je n'y trouvais l'occasion de donner des consignes claires aux troupes dont je suis le chef.

Mons vivons des heures décisives.

Le Maréchal Pétain et le Chef du Gouvernement ont fixé hier soir, à tous les Français, leur devoir : il est de continuer à vivre dans le calme, unis dans le travail, sourds aux provocations des assassins de nos villes ; sinon, ce serait la guerre civile, avec ses incendies, ses crimes atroces, ses monceaux de ruines et son cortège d'implacables représailles.

Mais vous, hommes de l'ordre, il ne vous suffit pas de rester spectateurs passifs, il faut vous battre là où l'ordre est menacé.

Vous avez reçu des instructions claires qui fixent votre tâche et votre responsabilité, vous devez les exécuter sans faiblesse ; votre rôle n'est pas de discuter, de vous interroger sur ce qu'il convient de faire.

Le Gouvernement prend sur lui la lourde charge de sauvegarder la vie de la France. Il connaît le véritable intérêt de la Nation, suivez-le. Obéissez-lui jusqu'au bout, en soldat.

Les ordres sont clairs, considérez comme des ennemis de la France les francs-tireurs et partisans, les membres de la prétendue armée secrète et ceux des groupements de résistance. Attaquez-vous aux saboteurs, qu'ils soient ou non parachutés, traquez les traitres qui essaient de saper le moral de nos formations, faites-leur face comme les G. M. R. en Haute-Savoie, comme la garde dans le maquis limousin.

Gardes, gendarmes, policiers, montrez que vous avez gardé vos traditions de discipline ; soyez des soldats sans reproche.

Equipiers de la Défense Passive, requis et volontaires, sapeurs et marins-pompiers, continuez à vous dévouer pour sauver des vies françaises. Votre obéissance, votre héroïsme quotidien permettront au pays de sortir grandi de l'épreuve.

Mais, pour lutter contre l'anarchie et le bolchevisme, les rangs des forces d'ordre sont ouverts à tous les Français.

A partir de ce soir, je mobilise la franc-garde de la milice française, j'appelle tous mes hommes à quitter leur métier, à rassembler leur famille dans des lieux sûrs, puis à rejoindre leurs corps, à se grouper dans leurs centres ; je sais la volonté farouche qui les anime, l'espoir joyeux qui gonfle leur âme, de voir revivre une France fière et pure et d'être les artisans de sa nouvelle grandeur. Je sais qu'ils ne reculeront pas devant le don de leur vie.

Je suis sûr que d'autres, qui ont notre idéal français, viendront les rejoindre. La vie heureuse est revenue, il ne faut pas traîner aujourd'hui de vivre dangereusement pour ne pas subir le sort des esclaves qu'on égorge.

Miliciens, Français, debout, et nous sauverons le pays.

Demain, l'orage sera passé, l'ordre rétabli sur tout notre sol, nous ferons alors le compte des fidélités et des trahisons. Les traitres et les défaillants seront châtiés comme ils le méritent, durement ; avec les hommes fidèles, nous ferons la révolution socialiste qu'attend le peuple.

neur » publics, etc. La concurrence entre bibliothécaires est forte et les bonnes places sont chères : cela entraîne une surenchère dans les diplômes, dans les projets, dans les rapports, qui ferait peut-être oublier parfois le but final essentiel du service public, s'il n'y avait pas heureusement en balance le sens impérieusement réaliste de toute entreprise américaine. Il faut que « ça marche », que « ça rende », et les sommes engagées pour l'adoption d'un projet bibliographique ou bibliothéconomique sont, en fin de course, sévèrement contrôlées dans cet esprit que nous pourrions appeler « rapport qualité/prix ». Le bibliothécaire joue là et sa réputation et son avenir. L'humanisme libéral que nous, Français, aimons tant dans notre profession, s'en trouve sans doute un peu gêné ; mais en fait, rien n'empêche véritablement un esprit déterminé — et travailler — de s'élever au meilleur niveau et des érudits et des bibliothécaires ; pas plus d'ailleurs que l'égalitarisme républicain pratiqué chez nous.

Gracie DELÉPINE
Conservateur à la BDIC

TÉMOIGNAGES

**Il nous a semblé indispensable de rappeler,
à travers des témoignages,
quelques-unes des réalités de l'époque de la Libération.
Nous avons donc sollicité plusieurs « Amis de la BDIC »
qui se sont souvenus.**

Jean-Louis Crémieux-Brilhac, alors militaire, travaillait au Commissariat National à l'Intérieur comme chef du service de diffusion clandestine en France et secrétaire du comité exécutif de propagande à Londres depuis 1942.

A Londres

Londres, 4 mai 1944, 11 heures du matin. Le docteur Beck, éminence grise du PWE et inspirateur de la « guerre politique » en France, nous a communiqué en grand mystère le lieu de la réunion : on entrerait par l'accès de service de la banque de Waterloo Place ; au cinquième étage, on sonnerait à la petite porte au fond du couloir. Une bibliothèque africaniste : une pièce tapissée de livres, une petite salle de réunion. Dans ce cadre digne d'un roman de John Le Carré, douze hommes sont convoqués pour le premier meeting interallié de « préparation politique du débarquement » : cinq Français, cinq Anglais, un Américain, un Anglais. Je serai leur porte-plume.

Au terme d'un accord non encore rendu public, le Foreign Office et notre ambassadeur Pierre Viénot sont convenus qu'à partir du lundi suivant, les émissions en langue française de la BBC seront placées sous condominium du gouvernement de Sa Majesté et de la France Combattante. La radio étant une arme de guerre, il faut maintenant fixer les instructions que Londres donnera par la voie des ondes, pendant les combats de la Libération, à la masse des Français inorganisés. Il ne sera pas question des réseaux ni des branches militaires des mouvements de résistance, qui recevront leurs consignes par voie clandestine.

Pour moi, sous-lieutenant naïf et gaulliste croyant, notre réunion ne peut avoir d'autre objet que de prévoir l'orchestration de l'insurrection nationale.

Beck préside. Il parle aussi mal le français qu'il le comprend bien. On fixe les détails du transfert des attributions à la section française de la BBC. Puis Beck entre dans le vif du sujet. Sous le regard froid du colonel Buckmaster, grand maître des services britanniques d'action en France, il parle de l'insurrection nationale. Il explique que l'expression est dangereuse. Trop dangereuse. C'est bien pourquoi depuis un an elle est proscrite sur les ondes de la BBC : elle doit rester proscrite.

Un grand froid.

— Et si au jour du débarquement il y a un raz de marée anti-allemand en France ? demande le délégué de Ceux de la Résistance, Mayoux.

C'est précisément ce que, du côté anglais, on veut éviter.

Georges Boris prend le relais. Collaborateur et ami de Léon Blum, gaulliste ardent qui deviendra le conseiller le plus écouté de Mendès-France, Boris joint au prestige d'une magnifique intelligence l'amitié des Anglais, de Beck en particulier. Il jouit de la confiance de de Gaulle. Il est depuis peu le représentant civil à Londres du Comité d'Ac-

tion en France, dont le représentant militaire est le général Koenig. Bien que de Gaulle soit depuis maintenant près d'un an à Alger, Boris a qualité pour parler.

Il comprend la prudence anglaise. Mais les Français entendent participer à leur libération, explique-t-il. Nous devons à tout prix prévenir les actions inconsidérées ; mais nous ne devons pas laisser retomber la température en France. Savez-vous que l'écoute de Philippe Henriot a augmenté en avril ? Tous les rapports prouvent que sa propagande ne rencontre jamais l'indifférence : elle présente un danger dans la mesure où elle joue sur la peur et se fait conseillère de passivité. Il faut déclencher une contre-offensive concertée contre le système de propagande d'Henriot pour parvenir à faire, comme le souhaite le général Koenig, de tous les Français des soldats...

Le colonel Buckmaster, jusque-là silencieux, l'interrompt :

— Si Henriot, c'est cela, dit-il, kidnapez-le, nous nous chargeons de l'amener en Angleterre.

Boutade ? Je reste le stylo en arrêt, le souffle coupé. La suggestion ne figurera pas au procès-verbal.

On se sépare sans que les Anglais aient bougé d'un pouce.

Le lendemain 5 mai, Boris reçoit une note du BCRA qui avalise la position britannique : « pour le succès de nos plans », il importe qu'il n'y ait en France « ni insurrection générale, ni soulèvement partiel, ni grève générale » ; on lui demande d'agir sur les représentants syndicaux présents à Londres pour que ne soit pas déclenchée une grève générale de la SNCF.

Dans la soirée siège le comité exécutif français de propagande. Waldeck Rochet, Lucie Aubrac, Mayoux et Serreulles, entre autres, sont là. Boris rend compte. Le comité se prononce avec lui en faveur d'une campagne de propagande massive pour la préparation à l'insurrection nationale, qu'il convient, bien entendu, de définir. N'est-ce pas être fidèle à la parole de de Gaulle et au vœu du CNR ?

Insurrection nationale ? Pas d'insurrection nationale ? Beaucoup dépend, évidemment, des réactions en France. Mais à Londres, où se décide alors la conduite de la guerre, tout est encore dans la balance.

Les Anglais et les Américains ne veulent probablement pas d'insurrection nationale tout. Le général Koenig, chef de la mission militaire de liaison auprès d'Eisenhower, a la hantise de soulèvements prématurés, mais il est fidèle à la pensée du général de Gaulle : « La libération nationale est inséparable de l'insurrection nationale ».

Le 10 mai, l'accord des Français se fait sur la formule énoncée par Georges Boris :

« Non seulement la propagande ne doit pas éviter le terme d'insurrection nationale, mais il convient qu'elle lui donne son sens plein et s'applique à la définir. Préparer l'insurrection nationale, c'est faire en sorte qu'elle soit ordonnée, coordonnée, qu'elle éclate au moment voulu et puisse atteindre les objectifs qu'elle se propose ».

Là où les dissentiments subsistent, c'est quant à l'ap-

préciation du « moment voulu » et des « objectifs ». Waldeck Rochet, au nom du PC et des représentants des Mouvements unis de Résistance entend que l'insurrection nationale éclate dans la foulée du débarquement : il faudra aussitôt se préparer à lancer la grève générale, à s'emparer des dépôts d'armes et à occuper les locaux publics, affirme Waldeck Rochet.

— Les opérations peuvent durer des semaines, des mois, riposte le colonel Ziegler, chef d'état-major de Koenig. La plupart des maquis n'ont de munitions que pour deux jours; le premier devoir de la résistance ouverte, c'est de tenir !

Le 23 mai, Waldeck Rochet, qui a conféré la semaine précédente avec Koenig, a un tête-à-tête avec Boris : il s'incline « par esprit patriotique ». Il admet que l'insurrection nationale puisse, en fonction de la stratégie alliée, être déclenchée sans lien avec le jour J, et région après région. Face aux Alliés, l'union nationale, sur ce point essentiel, est resoudée.

On parlera donc d'insurrection nationale, on se préparera ouvertement à l'insurrection nationale. Mais prudemment. Et non sans à-coups. Le 25 mai, nous mesurons combien l'unité et la fermeté sont payantes et combien la confiance entre Français et Anglais s'est renforcée à la faveur de ces négociations. Le docteur Beck nous dit, à notre surprise :

« Supposons que le commandant en chef diffuse un ordre général tel que « Follow your own leaders orders ! ». Dans quelle mesure les autorités françaises conçoivent-elles clairement le détail des ordres à donner ? Que dire aux différents groupes de la population ? Déjà les speakers de la BBC manquent de directives concrètes sur des choix importants qui ne peuvent pas souffrir l'improvisation ».

Beck, amical et rusé, connaissait déjà le texte de la proclamation qu'Eisenhower devait adresser aux Français le matin du débarquement, cette proclamation qui allait provoquer la fureur du général de Gaulle. Mais il savait aussi qu'il était de l'intérêt bien entendu de l'Angleterre de

mettre sur les Français combattants et de leur passer progressivement la main.

L'après-midi du 25 et tout le 26, nous avons travaillé d'arrache-pied aux « Consignes provisoires du CFLN pour le jour J », consignes « à tous les Français et Françaises qui ne sont pas organisés ni rattachés à un mouvement de résistance ». Le 27, j'ai eu l'honneur de les mettre en forme. J'ai sous les yeux ces cinq grandes pages de texte serré : catégorie par catégorie les consignes se succèdent, pour les habitants de la zone de bataille, pour les travailleurs de l'organisation Todt, et jusqu'aux consignes aux employés du métro en passant par les consignes aux policiers, aux secrétaires de mairies, aux médecins, aux cheminots, au personnel des entreprises électriques, aux travailleurs de la batellerie, etc., etc. Elles allaient nourrir pendant des semaines les émissions de la BBC grâce au superbe animateur et metteur en ondes qu'était André Gillois*.

On connaît la suite : l'enthousiasme, les encouragements et les coups de frein, les ordres successifs d'action et finalement l'ordre de soulèvement national lancé à la Bretagne le 4 août, aux régions entre Loire et Garonne le 12 août, l'ordre de grève à Paris et à toutes les grandes villes le 17 août, l'ordre de soulèvement à tous les départements à l'est du Rhône le 19 août.

J'ai ainsi vécu jour après jour le pilotage radiophonique de l'action résistante ; il aura été le produit d'un jeu subtil d'influences parfois opposées parmi lesquelles l'activisme communiste et la pression retardatrice anglaise ont pesé, mais qui se sont finalement conjuguées dans le cadre de l'union patriotique reconstituée pour cette réussite stupéfiante : la Libération de la France.

J.L. CREMIEUX-BRILHAC

* Les directives des représentants du CFLN sont aux Archives Nationales ; la collection complète des émissions françaises de la BBC de 1940 à 1944 est à la BDIC.

La libération de Villeurbanne et de Lyon

Entretien avec Georges FILIP-LEFORT

P.B. : Je m'adresse à l'ancien commandant interrégional FTP-MOI Rhône-Alpes et commandant de l'insurrection de Villeurbanne. Ma première question est simple : pourquoi Villeurbanne ?

G.F. : Nous n'avons pas choisi Villeurbanne. Quelque temps avant ces événements, lorsque, à l'initiative du commandant FTP-MOI de la zone sud (Albert-KUGLER et Gérard-BEGOVITCH), nous avons étudié des variantes pour une éventuelle insurrection, nous avons retenu Vénissieux où se trouvait notre principal dépôt d'armes et surtout qui était à proximité de la route de Grenoble, d'où devaient venir logiquement les armées alliées ainsi que le bataillon « Liberté » appartenant également à notre inter-région, une fois Grenoble libérée.

P.B. : Pourquoi ce changement ? Le hasard ?

G.F. : Oui et non. Le jeudi matin 24 août, notre bataillon urbain de Lyon « Carmagnole » (Lamiral-KRISCHER) a ordre de mener sa première « action à découvert » avec des brassards pour attaquer le garage de la rue Son-Tay et s'emparer des camions devant servir ensuite à libérer de nombreux détenus politiques des prisons. Un train militaire allemand surgit, manœuvre à proximité et alerte leur unité stationnée à la Tête d'or. Une fusillade nourrie éclate et nous déplorons notre premier grand blessé, le lieutenant Edouard-OTTAVI. Ordre de repli est donné et de se diriger, en contournant Cusset et Bron, toujours vers Vénissieux. 2 colonnes sur 4, en passant par Villeurbanne, y sont accueillies par une population surchauffée acclamant les

maquisards et le soi-disant « parachutiste canadien » (l'accent anglais d'Isy s'y prêtant). Des drapeaux sont hissés, la foule sort dans les rues avec beaucoup de vieilles armes disparates qui s'ajoutent à notre armement limité, des meetings impromptus s'organisent, etc. C'est donc la population de Villeurbanne, au contact d'une unité structurée qui, en fait, a déclenché l'insurrection.

Nous avons réussi à les encadrer, chaque FTP pratiquement devenant ainsi spontanément chef d'une ou plusieurs barricades.

Permettez-moi d'ajouter que Villeurbanne, topographiquement, n'est pas une banlieue, mais pourrait plutôt être assimilée à des arrondissements lyonnais. Si, de plus, on tient compte qu'il est inconcevable de mener la guérilla enfermée dans les deux fleuves et que nos « deux cercles de barricades » ont largement débordé sur des arrondissements lyonnais de la rive gauche, on peut affirmer que l'insurrection de Villeurbanne a été en réalité l'insurrection de Lyon.

P.B. : Pourquoi les FTP-MOI sont-ils à la tête de l'insurrection ?

G.F. : C'est un autre accident de l'histoire. Les commandements de la zone sud et inter-régional FTPF ont été décapités après les chutes des 14 et 15 mai 1944. Le 9 mai, le commandant de la 3ème compagnie FTPF urbaine de Lyon-Villeurbanne est abattu à Vaise. Le nouveau commandant inter-régional FTPF (Lepetit-André TOURNE) nommé le 14 juillet, réussit à reprendre en mains une dizaine de maquis-« camps », principalement sur les collines de la rive droite de la Saône, mais dans Lyon même il n'a pratiquement plus le temps matériel de réorganiser.

De même, les arrestations des responsables de l'Armée Secrète se suivent, surtout à partir de la fin 1943. En mars 1944, Croizel, responsable de la zone sud des MUR est arrêté, suivi par une vingtaine d'autres responsables remontant jusqu'à l'agent de liaison d'Alban-Vistel, responsable régional des MUR. En outre, la majorité des responsables de l'AS n'est pas partisane de la guérilla urbaine, le commandant Arnold-CHAMBONNET qui, lui, y est favorable, sera malheureusement arrêté et fusillé le 27 juillet.

Dans ces conditions, « Carmagnole » reste pratiquement la seule unité urbaine avec une structure intacte. A noter qu'à la suite du cloisonnement très strict, elle est très mal connue alors, quoique ce groupe, de moins de 100 FTP ait, à son actif déjà, la plupart des actions armées dans l'agglomération lyonnaise (250 actions homologuées).

Mais cette structure d'accueil que constitue « Carma-

gnole » a reçu et encadré les bribes des organisations récemment décapitées, sans parler des milliers de volontaires de Villeurbanne, de Lyon et de ses environs. L'insurrection de Lyon devient ainsi l'insurrection des Lyonnais.

P.B. : Quelle est, selon vous, l'importance de l'insurrection de Villeurbanne ?

G.F. : Cette insurrection de 3 jours, du 24 au 26 août, qui a combattu et démoralisé les Allemands, a déclenché comme une deuxième mi-temps du même match, la cascade des autres combats qui ont duré 5 autres jours pour la libération de Lyon. Le Musée de la Résistance à Lyon affiche une carte avec une forêt impressionnante de flèches consignant la marche convergente des maquis AS et FTP sur Lyon, à la suite de l'insurrection. Cette marche se superpose aussi au plan d'investissement de la ville par Bayard DESCOUR de l'AS. Mentionnons les plus importants de ces combats : Vénissieux, Montchat, Montplaisir pour les FTP-MOI, Croix-Rousse pour l'AS, Oullins pour le camp d'Azergues FTPF (Tourné, Brun-PERINETTI), Craponne, Demi-Lune, Sainte-Consoce (Lucien-MANDEL), Roman-KRAKUS maquis FTP-MOI « Gabriel Péri », Pont de Cherruy, Pusignan (bataillon « Liberté » de Grenoble et FTPF « Henri Barbusse » de Savoie), Maiximieux (camp Didier et maquis de l'Ain du colonel Romans-Petit de l'AS), etc.

P.B. : Comment avez-vous pu résister aux Allemands avec si peu d'effectifs et d'armement ?

G.F. : Nos hommes étaient très motivés et courageux. Les Allemands, comme ils l'ont reconnu par la suite, ont largement surévalué nos forces. Cette impression a d'ailleurs été habilement entretenue par le PC de l'état-major. De plus, la Wehrmacht n'était visiblement pas préparée à la guérilla accompagnée d'une grève générale patriotique. Rappelons que des troupes allemandes battues et démoralisées remontent du sud et en traversant la ville contribuent à l'affolement et au relâchement de la discipline de ceux de Lyon qui, dans le contexte de combats non conventionnels qui se rallument irrégulièrement autour d'eux, se sentent pris au piège. Le fait est qu'au bout de ces 3 plus 5 jours de combats, ils décrochent nuitamment de Lyon.

P.B. : Le bilan de ces huit jours de combat ?

G.F. : En premier lieu ce que je viens de vous dire : les Alle-

Le défilé des résistants victorieux à Marseille... mais combien n'étaient plus là pour participer à ce jour de gloire et de libération



mands quittent Lyon en débandade, harcelés, démoralisés, dans l'insécurité, sans pouvoir mettre en œuvre leur plan de destructions ordonné depuis Paris au « Rüstungs-Kommando » de Lyon. Des documents allemands, il ressort que dès le 25 août, les services logistiques avaient déjà quitté la ville, les troupes ayant pour mission d'assurer que les grandes artères et les ponts restent dégagés pour les troupes en transit. Quoique tous les ponts fussent minés et dussent sauter après leur retraite, les FTP et l'AS ont réussi à sauver les arches du pont de la Guillotière, le viaduc du chemin de fer de Perraches, les ponts Saint-Vincent, de l'homme de la Roche...

Le fort Montluc de sinistre mémoire n'étant distant que d'un seul kilomètre de Villeurbanne, cette insurrection

Annie Kriegel, était alors, à 18 ans, responsable technique de l'organisation des Jeunesses communistes juives (MOI) de la région alpine.

On enrage de ne pas avoir de souvenir plus net : quel médiocre témoin fait l'historien quand il n'a été qu'un très jeune acteur de ce qui appartient désormais à l'histoire !

Mais peut-être ce brouillard dans lequel sont enveloppées pour moi les journées de la Libération à Grenoble où j'habitais alors avec ma famille depuis deux ans, ce brouillard n'est-il non tant le voile qui obscurcit ma mémoire que la trame même, la substance qui imprégna ces journées-là.

Car j'ai beau chercher en m'étonnant, je ne trouve dans mon âme de cette fin de mois d'août 1944 aucune grande lumière, aucune grande chaleur — il devait faire beau pourtant, c'était l'été et il ne pleuvait pas, là je suis certaine parce que je me vois, roulant à vélo, un brassard sur mon bras nu, dans la ville déserte (couvre-feu ?). Je ne trouve, non, aucune joie, aucun vaste concours de foule en délire, rien qui ressemble en petit à la descente des Champs-Élysées.

C'est qu'à Grenoble les trois derniers mois avaient été abominablement difficiles. Toutes nos organisations urbaines qui avaient pourtant connu bien des coups durs depuis 1942 où elles avaient pris leur essor, étaient systématiquement décapitées : la dispersion générale avait dû être décidée. Plus aucun jeune ne pouvait encore tranquillement déambuler dans le cœur de la ville sans être aussitôt soumis à une vérification de papiers toujours périlleuse et à un interrogatoire d'identité. Depuis juillet, mes plus proches camarades « tombaient » un à un et j'avais reçu la consigne de suspendre toutes mes activités jusqu'à ce que je sois transférée ailleurs.

S'ajoutait le lourd souci d'un de mes frères disparu en redescendant du Vercors où l'avait conduit, après l'écrasement des maquis, une mission de sauvetage.

C'est donc d'une ville abattue, prostrée, épuisée — je parle ici de la ville clandestine, résistante, armée car j'ignorais tout de la ville normale avec laquelle, depuis ma sortie du lycée, je n'avais pratiquement aucun lien — à Grenoble je ne connaissais pas de Grenoblois et je n'avais jamais pénétré dans une famille du cru — que, d'un soir au lendemain matin, l'armée allemande s'éclipsa : elle avait jusqu'à la dernière minute traqué les « combattants de l'ombre » et laissait des cadavres, beaucoup de cadavres dans les rues abandonnées, car elle avait tiré des prisons et sommairement exécuté ses dernières prises.

Pourquoi, qui m'envoya ce matin-là sinistre — je le répète, littéralement sinistre, si plein de morts, ceux que je voyais, ceux que je cherchais, ceux que je redoutais de trouver, ceux que j'aurais donné ma vie pour ne pas trouver et qu'on trouva dans les jours et les semaines qui suivirent

a certainement été déterminante dans les tractations du Cardinal Gerlier pour sauver du peloton d'exécution et faire libérer plus de huit cents patriotes le soir même du 24 août. Mais surtout l'honneur de Lyon a été sauvé et ainsi le 14 septembre 1944 le général de Gaulle a décerné à la ville le titre de capitale de la Résistance. J'ajouterai que par l'insurrection de Villeurbanne et la cascade de batailles déclenchées par celle-ci jusqu'à la Libération, même si elles n'atteignirent pas l'envergure de Paris, Lyon a mené son combat. Les résistants, tout comme à Paris, ont ouvert les portes de la ville aux troupes françaises qui pénétrèrent le 2 septembre dans la ville, suivies par les autres forces alliées.

Propos recueillis par Philippe Buton

au hasard de la découverte des charniers d'autour la capitale alpine —, pourquoi, qui m'envoya ce matin-là de la Libération à l'Hôtel du gouvernement militaire place Verdun ? J'étais, bien sûr, des rares qui représentaient la « force armée » non pas dans les maquis des montagnes difficiles d'accès mais au cœur d'une ville-piège, d'une ville-fournaise : mais je n'avais pas dix-huit ans et bien que solide, endurcie, je ne devais guère avoir l'air martial, en short et chemisette douteusement fripés, avec ma taille d'enfant qui avait oublié de grandir. Je me souviens — oh là, oui, je me souviens — que je m'assis dans le fauteuil du gouverneur militaire : ce n'était pas un geste de plaisir ou de dérision, c'était, comme tout le reste, un geste d'hébertude triste, un geste de perplexité. Je ne savais rien de ce qu'il aurait fallu faire et je n'avais aucune envie de le savoir : j'avais seulement envie de m'asseoir et de pleurer. Ah, les beau libérateurs que nous faisons ! Nous n'étions que des enfants désolés. Fabrices plus stendhaliens que nature dans la ville de Stendhal...

Heureusement, dès l'après-déjeuner — notation qui désigne non pas l'acte de se mettre à table, nous étions bien mal et bien peu nourris (rutabagas, topinambours, châtaignes et pommes) tant le « ravitaillement » était devenu maigre et incertain, mais le moment correspondant de la journée dans la vie bien rythmée d'avant guerre — arrivèrent au siège de la région militaire des officiers d'active : ce fut mon premier sourire. Ils étaient sans doute un peu fripés et leur uniforme sentait la naphthaline : mais ils étaient Français, c'était des hommes qui me parurent grands, forts, protecteurs et je n'eus personnellement pas la moindre idée qu'il aurait fallu tenter de leur révolutionnairement contester le droit de reprendre la maîtrise de l'institution militaire. Puisqu'ils étaient là, il n'y avait plus qu'à traverser la place et aller en face, à la Préfecture, où siégeait le Comité Départemental de la Libération.

Dans les jours qui suivirent, la passation des fragiles « pouvoirs » qui avaient été les nôtres s'acheva quand, à son tour, Raymond Guyot vint, au nom du Parti, réinstaller légalement une nouvelle direction pour la Fédération communiste de l'Isère : c'était des gens que je ne connaissais pas, des camarades qui venaient, dit-on, d'ailleurs, n'importe comment des « adultes » comme on désignait ceux qui n'étaient pas membres des Jeunesses. Au demeurant tout le monde semblait maintenant venir d'ailleurs et être adulte : et moi, je n'étais déjà plus en pensée à Grenoble. La vie qui avait été la mienne depuis plus de deux ans — clandestinité, armes et danger — s'arrêtait là brusquement, se défaisait presque instantanément, me laissait meurtrie, indifférente, timide, mais avec deux idées fixes qui étaient deux bonnes idées : retrouver ma maison d'« avant » ; reprendre mes études.

Annie KRIEDEL

Collaboration et Libération

A première vue, le rapprochement de ces deux termes a quelque chose d'antinomique et pourra même paraître incongru à certains, et pourtant, la Collaboration doit être prise en compte lorsqu'on étudie la Libération, à l'amont et à l'aval. Il y a, bien sûr, les « Messieurs » de la presse et de la radio qui, après avoir vanté l'invincibilité de la « forteresse Europe », minimisent les progrès des Alliés et attendent contre vents et marées un retournement de la situation — jusqu'à leur départ de Paris¹, mais ce ne sont pas les seuls. Bertram Gordon² a montré que cette Collaboration de période exceptionnelle — celle de la préparation et du déclenchement de l'insurrection nationale — a été le fait d'éléments durs. Devant l'imminence du débarquement et l'impuissance du gouvernement de Vichy³, dont les forces de l'ordre ne sont pas toujours « loyales », les Allemands doivent compter, pour lutter contre la Résistance, sur les « milices », c'est-à-dire ceux que François Marcot a appelés les « mains sales », parce qu'elles ont accepté d'aller « jusqu'au bout de leur engagement à côté des nazis », les « modérés imprudents » des classes moyennes s'étant alors retirés⁴. Qu'ils soient originaires du Pays de Montbéliard, rennais ou de zone sud⁵, leur profil est semblable : leur engagement est souvent récent ; ils sont jeunes et appartiennent pour la plupart aux couches populaires, ouvriers agricoles compris. Même si leurs motivations sont moins intéressées (on compte cependant, chez quelques-uns, des garçons venus du « milieu » local), ils sont très proches de *Lacombe Lucien*.

Dans quelles formations les rencontrait-on ? D'abord et surtout à la « Franc-Garde » de la Milice, cet organisme paramilitaire créé par Vichy le 30 janvier 1943 pour « soutenir l'État nouveau par leur action » et « concourir au maintien de l'ordre »⁶. Leur « chef », Darnand, avait donné suffisamment de gages aux Allemands (celui-ci avait prêté, en août 1943, le serment SS) pour que ceux-ci aient exigé, au début de l'année suivante, son entrée au gouvernement avec Philippe Henriot, et autorisé l'extension de la Milice en zone nord. De janvier à avril, allaient être mises sur pied toute une série de mesures qui devaient faire du gouvernement de Vichy un véritable État milicien : institution des cours martiales pour juger les « terroristes » arrêtés en « flagrant délit » sans garantie judiciaire de droit commun ; création des intendants du Maintien de l'Ordre chargés de coiffer les services de police ; nominations, dans la préfecturale et dans la pénitencière, de miliciens avérés. Déjà, au mois de mars, la Franc-Garde avait participé aux opérations contre les maquisards du plateau des Glières aux côtés de la *Wehrmacht* et des GMT⁷.

Mais si celle-ci était la formation la plus importante (8.000 hommes en juin 1944) à laquelle s'intéressaient les occupants, elle n'était pas la seule à recevoir l'appui du SD, de la SS ou de l'*Abwehr* : Pascal Ory a brossé un tableau impitoyable des bandes qui se rendirent tristement célèbres dès l'hiver 43/44 — « grandes compagnies » de la Milice Perrot en Bretagne et de Brigade nord-africaine lancée du faubourg Montmartre sur le Limousin ; auxiliaires de la police allemande venus de la Ligue française dijonnaise ou des Jeunes pour l'Europe Nouvelle⁸ —. Une mention particulière doit cependant être faite aux « Groupes d'action pour la justice sociale », issus du PPF et constitués, en principe, pour « chasser » les réfractaires au STO, mais qui se livrèrent, en fait, à toutes sortes d'exactions : meurtres de

membres marquants de la Résistance, arrestations suivies de pillages. A Lyon, la bande de Francis André, dit « Gueule tordue » défraya plus tard la chronique judiciaire⁹.

Le débarquement de Normandie et l'insurrection populaire donnèrent à ces collaborationnistes de tout poil l'occasion de se déchaîner davantage : dans son *Histoire de la Milice* (Fayard, 1969), J. Delperrie de Bayac a consacré près de 150 pages à l'action de la Franc-Garde. Une action multiforme, puisqu'elle comprenait aussi bien des opérations contre les régions de maquis (Limousin, Bretagne, Bourgogne) que des massacres collectifs perpétrés par elle seule — répression de la mutinerie de la prison de la Santé — ou avec les Allemands (Tulle) en passant par des assassinats individuels comme ceux de Jean Zay et de Georges Mandel.

Tous ces excès avaient violemment frappé les populations qui étaient même tentées d'attribuer à la Milice des violences qui devaient être mises au compte d'autres groupes de collaboration. Quand les forces de la Résistance passèrent à l'offensive, dans l'été 1944, le sort des miliciens et de leur famille devint de plus en plus préoccupant : en juillet, quelques-unes d'entre elles abandonnèrent leurs localités ariégeoises pour se replier sur Foix, où des hôtels furent réquisitionnés pour les abriter. Partout, l'inquiétude augmenta à mesure que les succès alliés se multipliaient avec la percée d'Avranches (fin juillet) et le débarquement en Provence (15 août). Oberg avait bien prévu, dès le mois de juin, que la Milice livrerait des combats d'arrière-garde pour permettre aux forces allemandes de se replier vers l'Est, mais Darnand ne l'entendait pas ainsi : du 14 au 17 août, on discuta à l'état-major de Paris, des problèmes que posait le départ, en particulier d'argent. Finalement, après qu'Abetz ait remis un viatique de 50 millions, ordre fut donné de se replier vers Belfort, première étape du gou-

1. Textes significatifs in : COTTA (Michèle). *La Collaboration. 1940-1944*, A. Colin, 1964, pp. 123-133 ; GROU-RADENEZ (Frédérique). *Les perles noires*, Grasset, 1971, pp. 190-196.

2. GORDON (Bertram). *Collaborationism in France during II World War*, Ithaca, London University Press, 1980, pp. 28 et 347-48.

3. PAXTON (Robert O.). « Le régime de Vichy en 1944 » in : *La Libération de la France*, Paris, éd. du CNRS, 1976, pp. 334-339. Cf aussi notre réponse à ce rapport, *ibid*, pp. 351-355 et l'intervention de DURAND (Yves), pp. 364-367.

4. MARCOT (F.) et MASSONIE (J.-P.). « Les collaborateurs dans le Doubs (analyse factorielle) », *Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale* (sera ultérieurement désignée : *RH2GM*) n° 15, juillet 1979, pp. 43-44.

5. A cet article, joindre : BUTLER (M.-H.). « La collaboration dans la Préfecture régionale de Rennes », *ibid*, n° 117, janvier 1980, pp. 20-21. ; CHANAL (M.). « La Milice française dans l'Isère », *ibid*, n° 127, juillet 1982, pp. 21-22 ; LUIRARD (Monique). « La Milice française dans la Loire », *ibid*, n° 91, juillet 1973, pp. 79-80 ; LAURENS (A.). *La milice française en Ariège, 1942-1944* (CDDP, Foix, 1982), pp. 128 et sq.

6. Pour tout ce qui suit, DELPIERRE de BAYAC (J.). *Histoire de la Milice*, Fayard, 1969, *passim*.

7. MUSARD (François). *Les Glières*, Laffont, 1965, 248 p.

8. ORY (Pascal), *Les collaborateurs*, Le Seuil, 1976, pp. 247 et sq. ; GOUNAND (Pierre), « Les groupements de collaboration dans une ville française occupée : Dijon », *RH2GM* n° 91, pp. 55-56.

9. CHANAL (M.). « La collaboration dans l'Isère » *Cahiers d'Histoire*, tome XXII, 1977, 4, pp. 400-402.



vernement en exil. Dans des conditions souvent très difficiles — car il leur fallait franchir le blocus des FFI, les miliciens rejoignirent les colonnes hétéroclites de voitures qui emportaient les « Messieurs » de la Collaboration, leurs compagnes et leurs obligés à la remorque de la *Wehrmacht*. Tous ne suivirent d'ailleurs pas cet exode, auquel se résolurent les « durs », les plus compromis... et « ceux qui attend(aient) la paye » (J. Delperrié de Bayac). Au total, on évalue à 30.000 personnes environ le nombre de collaborateurs qui prirent ainsi la route : on comptait parmi eux 6.000 miliciens accompagnés d'environ 4.000 vieux parents, femmes et enfants et 5.000 PPF de tous acabits.

Ce flot de réfugiés « nouvelle manière » ne resta pas longtemps dans l'Est de la France : l'offensive de la 1ère Armée — et la volonté du gouvernement allemand de disposer, sur place, d'un organisme français en exil — leur firent traverser le Rhin. Ils s'établirent, dans des conditions souvent difficiles pour les familles, entre Ulm et le lac de Constance, non loin de Sigmaringen, où s'était installée la Commission gouvernementale présidée par de Brinon, Laval, déjà très attaqué par les ultras avant son départ de Vichy, ayant refusé de se prêter à la manœuvre allemande. Henry Rouso a donné de ce milieu stratifié une coupe à la fois précise et incisive (*Un château en Allemagne*, Ramsay, 1980, 441 p.), et le grand mérite de ce livre est d'avoir retracé les intrigues des uns et les déceptions des autres. Observée d'en haut, l'atmosphère était la même qu'à Vichy, à la seule exception que le « roi déchu », Pétain, n'était plus là que pour « le décor » : à l'intérieur de la Commission, Darnand s'opposait au clan Déat-Luchaire, et surtout l'équipe gouvernementale devait compter avec Doriot, qui personnifiait le pouvoir rival et qui gardait à tous points

de vue ses « distances et ses méthodes ». A coups de propagande et de visites officielles, les factions rivales se disputaient la mise en condition de quelque deux millions de captifs qui les intéressaient en perspective de leur action future : les prisonniers de guerre et les requis du Travail Obligatoire, mais sans succès car il était trop tard pour les rallier à une cause qu'ils jugeaient perdue.

A un étage plus bas, doriotistes et miliciens ne doutaient pas qu'ils seraient appelés, un jour prochain, à constituer une armée « de libération » et, en attendant, à implanter des « maquis blancs » dans la France « communiste-gaulliste » et à y parachuter des émissaires (il faut reconnaître que l'occasion passait près d'eux, à la fin de l'année 44, au moment de l'offensive allemande des Ardennes), mais c'était compter sans la volonté des chefs militaires du Reich qui raisonnaient en termes de stratégie allemande et non d'intérêt « français » : 2.500 miliciens, les plus aptes, furent versés à la SS, où ils retrouvèrent les survivants de la *Brigade Frankreich* déjà SS et une « population assez hétéroclite » d'engagés volontaires dans des organisations paramilitaires allemandes pour former la *Division Charlemagne*, chargée de mener un combat strictement défensif contre les Soviétiques, sans participer à aucune contre-attaque. En fait, pendant ces huit mois de séjour en Allemagne, les collaborationnistes allèrent de déceptions en déceptions, et la mort de Jacques Doriot, mitraillé par un avion inconnu le 22 février 1945 — peu après l'échec de l'offensive des Ardennes — sonna le glas du régime de Sigmaringen ; il subsista encore deux mois, mais sans parvenir à surmonter ses rivalités et sa fragilité. L'approche des unités de de Lattre de Tassigny mettra un point final à une expérience dont les objectifs demeuraient « dangereux », selon l'expression d'H. Rouso (*op. cit.*, p. 44).

- ETAT FRANÇAIS -
TRAVAIL — FAMILLE — PATRIE

APPEL

AU

PEUPLE FRANÇAIS

FRANÇAIS,

les armées allemandes et anglo-saxonnes sont aux prises sur notre sol. La France devient, ainsi, un champ de bataille.

Fonctionnaires, agents des services publics, cheminots, ouvriers, demeurez fermes à vos postes pour maintenir la vie de la Nation et accomplir les tâches qui vous incombent.

Français, n'aggravez pas nos malheurs par des actes qui risqueraient d'appeler sur vous de tragiques représailles. Ce serait l'innocente population française qui en subirait les conséquences.

N'écoutez pas ceux qui, cherchant à exploiter notre détresse, conduiraient le pays au désastre. La France ne se sauvera qu'en observant la discipline la plus rigoureuse. Obéissez donc aux ordres du Gouvernement. Que chacun reste loyal à son devoir.

Les circonstances de la bataille pourront conduire l'armée allemande à prendre des dispositions spéciales dans les zones de combat. Acceptez cette nécessité, c'est une recommandation instante que je vous fais dans l'intérêt de votre sauvegarde.

Je vous adjure, Français, de penser avant au péril mortel que courrait notre pays si ce solennel avertissement n'était pas entendu.

LE MARÉCHAL DE FRANCE
Chef de l'Etat
Philippe PÉTAIN.

Jean Jullien

guerre, à défaut du mot, et la recherche instinctive d'une nouvelle légitimité n'a-t-elle pas été une des lignes de force de la période ? Surtout si par légitimité nous n'entendons pas seulement une légitimité strictement juridique, celle qui découlerait de l'application des textes ou qui se mesurerait au respect des dispositions inscrites dans une Constitution, mais cette légitimité qui procède de l'adhésion effective de la grande majorité des citoyens à l'autorité qui revendique le droit de s'exercer sur eux.

A cet égard, ce n'est pas proférer une parole sacrilège pour la Résistance ni qui porte atteinte à l'honneur national que de reconnaître que la personne de Philippe Pétain, à défaut de son gouvernement, et sans que cela implique toujours l'adhésion à sa politique, a bénéficié quelque temps de cette légitimité : si d'emblée quelques juristes ont douté que la transmission de tous les pouvoirs au chef de l'État français fut conforme à la Constitution et si une poignée d'hommes lui a refusé son allégeance, la très grande majorité des Français lui ont pendant quelques mois reconnu le droit de les gouverner. La rencontre de Montoire a sans doute été un premier accroc à cette quasi-unanimité de fait et ensuite, au fil des mois, cette légitimité s'est effilochée jusqu'à sa disparition complète. En 1944 le Maréchal est bien le seul à se préoccuper d'assurer la transmission de la légitimité qu'il croit encore détenir. Elle s'est toute reportée sur l'expression de la France qui n'avait jamais pris son parti de l'armistice, se fixant à la fois sur la personne du général de Gaulle et sur l'ensemble de la Résistance. En août 1944, l'unanimité nationale s'est reconstituée autour du gouvernement que dirige le général de Gaulle et qui résume la diversité des composantes réunies dans la Résistance. Il est peut-être possible de s'interroger sur la sincérité de cet état de grâce comme sur l'étendue du consensus, mais il n'est guère douteux que, pendant quelques mois, la France s'est retrouvée en accord avec elle-même et avec ceux qui la gouvernent. La légitimité est alors indivise : elle enveloppe l'ensemble de la Résistance, les mouvements et ceux des partis qui ont su rejoindre le combat clandestin.



La première descente des Champs-Élysées dans Paris libéré.

L'histoire des mois qui suivent la Libération et la fin de la guerre et qui voient le réveil d'une vie politique étouffée depuis cinq ans, est celle d'une rupture progressive de l'unanimité et d'un effritement de la légitimité qui va se trouver partagée, écartelée entre les familles politiques. Celle

APPEL à la Population du XX^e

Au moment où les ennemis du peuple et les profiteurs de guerre reprennent confiance et profitent des lenteurs de l'épuration et de la justice, on choisit cet instant pour dissoudre les Gardes Patriotiques qui, jusqu'à ce jour étaient en lutte ouverte contre la 5^e colonne et les miliciens de Darnand, qui eux, redoublent d'activité.

La population du XX^e, consciente de la gravité de cette décision et des conséquences qu'elle entraînerait, démontrera sa confiance envers le Conseil National de la Résistance et le Comité Parisien de Libération en se joignant à la délégation qui, le MARDI 31 OCTOBRE, portera à la Mairie, au Président du Comité Local de Libération, une protestation contre cette décision.

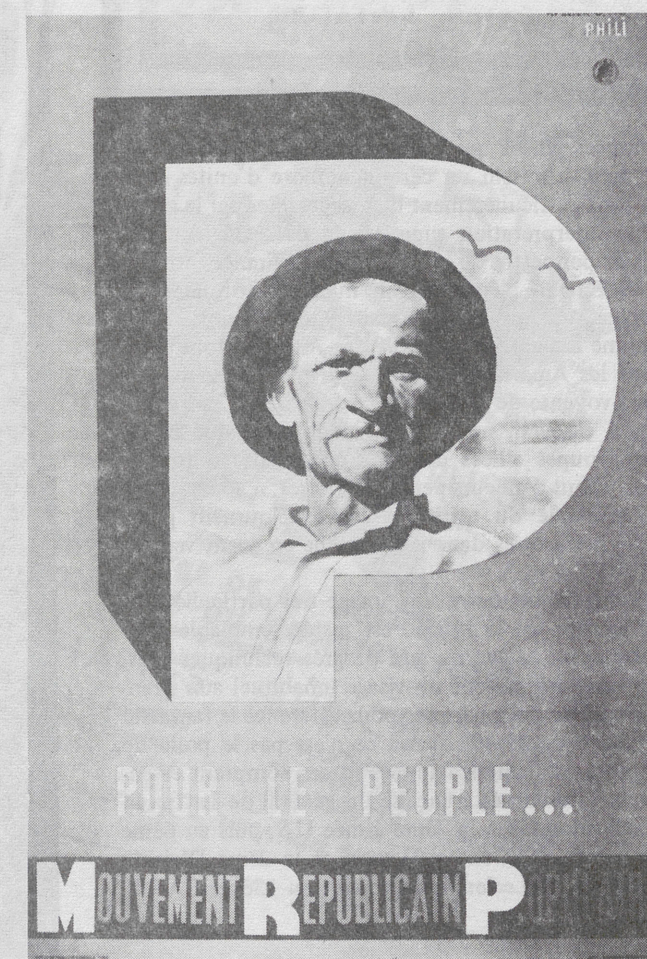
RASSEMBLEMENT : Boulevard de Ménilmontant, à 17 heures à hauteur du Métro

des mouvements s'affaiblit, celle des partis grandit. Inégalement : les formations de droite, identifiées non sans quelque injustice au régime de Vichy, sont frappées d'un discrédit qui les prive pour un temps de toute légitimité, même si deux d'entre elles sont représentées au sein du Conseil National de la Résistance : elles ne la recouvreront qu'après la rupture du tripartisme. Le parti communiste au contraire a pu faire oublier la phase douloureuse de son histoire où l'approbation donnée au pacte germano-soviétique ainsi que son obstination à ne voir dans la première période de la guerre qu'un épisode d'une guerre impérialiste, l'avaient retranché de la communauté nationale : la valorisation de sa participation à la Résistance, le lourd tribut payé par les siens ainsi que le rôle de l'Armée Soviétique dans la défaite du III^e Reich lui ont rendu une légitimité nationale. Le cas du parti socialiste est plus ambigu : ses partenaires prennent parfois prétexte du comportement d'une partie des siens le 10 juillet 1940 et aussi de ce qu'il n'a pas, à la différence du parti communiste, cherché à disposer de sa propre organisation de Résistance, pour lui contester le droit de se réclamer de sa légitimité. Né, au contraire, de la Résistance, le Mouvement Républicain Populaire a d'autant moins de problèmes à cet égard que l'opinion incline à voir en lui le parti le plus proche du général de Gaulle. Les élections municipales du printemps 1945, avant même la fin de la guerre, marquent le début du processus qui tend à substituer à la légitimité insurrectionnelle de la Résistance la légitimité démocratique de la consultation du suffrage universel.

Le réveil de la vie politique, avec la résurgence des divisions qui en est la conséquence naturelle, fractionnent la légitimité indivise. L'échec du projet travailliste qui aurait effacé la coupure héritée de l'avant-guerre entre catholiques

et laïques, l'abandon des pourparlers pour la fusion entre les deux partis dits ouvriers qui aurait refermé la coupure de 1920, ont pour effet que chaque parti revendique désormais une parcelle de légitimité et que tous ne se réfèrent pas au même fondement. Pour isoler le MRP, le parti communiste, avec le concours de la CGT, de la Ligue des droits de l'homme et du parti radical, s'emploie à réactiver la division droite/gauche en fonction de la laïcité. Dès le printemps 1945 quelques hommes politiques énoncent des critiques qui contestent la légitimité du général de Gaulle. A partir du moment où celui-ci prend une position tranchée dans le débat sur les futures institutions, cesse l'accord à peu près unanime sur sa légitimité. Le premier référendum traduit dans le partage des Oui et des Non sur la deuxième question la rupture du consensus et l'éclipse de la légitimité née de la Résistance. Le départ du général de Gaulle ne fait que le rendre manifeste à tous. Le désaccord des trois grands partis associés dans l'exercice du pouvoir sur le premier projet de Constitution, le rejet du texte par le peuple, la condamnation portée par le général de Gaulle contre le deuxième projet et surtout l'adoption de la Constitution à la minorité de faveur, étale au grand jour qu'il n'y a plus de consensus et prive la IV^e République du soutien sans lequel les institutions ne bénéficient pas de l'indispensable légitimité qui qualifie les gouvernants. Ainsi l'histoire mouvementée des deux ans et demi qui ont été nécessaires pour passer du vide constitutionnel de l'été 1944 à l'entrée en vigueur des institutions de la IV^e République illustre-t-elle à la fois l'importance du problème de la légitimité et les obstacles que le système des forces et des traditions politiques françaises a dressés sur le chemin de son instauration.

René REMOND



Les armées françaises dans la Libération

Première Armée Française
RHIN ET DANUBE

Ordre du Jour N° 9

Officiers,
Sous-Officiers,
Caporaux et Soldats
de la Première Armée Française

Le jour de la Victoire est arrivé.

A BERLIN, j'ai la fierté de signer au nom de la FRANCE, en votre nom, l'acte solennel de capitulation de l'Allemagne.

Dignes de la confiance de notre Chef Suprême, le Général de GAULLE, libérateur de notre Pays, vous avez par vos efforts, votre ferveur, votre héroïsme, rendu à la Patrie son rang et sa grandeur.

Fraternellement unis aux soldats de la Résistance, côte à côte avec nos camarades alliés, vous avez taillé en pièces l'ennemi partout où vous l'avez rencontré.

Vos Drapeaux flottent au coeur de l'Allemagne.

Vos Victoires marquent les étapes de la Résurrection Française.

De toute mon âme, je vous dis ma gratitude. Vous avez droit à la fierté de vous-mêmes comme à celle de vos exploits.

Gardons pieusement la mémoire de nos Morts. Généreux compagnons tombés au Champ d'Honneur, ils ont rejoint dans le sacrifice et la gloire, pour la Rédemption de la FRANCE, nos fusillés et nos martyrs.

Célébrons votre Victoire: Victoire de Mai, Victoire radieuse de printemps qui redonne à notre FRANCE la Jeunesse, la Force et l'Espoir.

SOLDATS VAINQUEURS, vos enfants apprendront la nouvelle épopée que vous doit la Patrie.

BERLIN, le 9 Mai 1945.

Le Général de Lattre de Tassigny
Commandant en Chef la 1ère Armée Française
J. de LATTRE.

Les armées alliées qui libèrent le sol de France comprennent dans leur sein un certain nombre d'unités françaises qui sont particulièrement bien accueillies par la population. Une interprétation superficielle de cette constatation pourrait permettre de conclure que la France retrouve son Armée. En fait, il convient de nuancer profondément cette proposition. Les Français dans leur ensemble, considèrent comme Libérateurs à la fois, les Alliés, et tout particulièrement les Américains, et les FFI qui représentent la part la plus voyante de la Résistance française. Les troupes françaises, il est vrai, ne se distinguent guère que par la langue des troupes alliées dans lesquelles elles sont intégrées. Elles y sont d'ailleurs peu nombreuses, n'apparaissent pas sur l'ensemble du territoire et ne séjournent guère dans les lieux traversés dans leur marche en avant vers les frontières de l'Est.

Elles donnent en outre une image très particulière de l'Armée française. Si la Marine est restée semblable à ce qu'elle était avant la guerre, aux progrès techniques près, les forces terrestres offrent un visage inhabituel aux Français qui ont tendance à adopter pour référence le fantassin de la campagne de 39-40, quand ce n'est pas le poilu de 14-18. Équipées à l'américaine, ces forces comptent essentiellement la 1ère Armée française du général de Lattre de Tassigny subordonnée à la 7ème armée U.S. puis au 6ème Groupe d'Armée du Général Devers, et la 2ème Division blindée du Général Leclerc appartenant au 13ème CA US.

« Les unités de Français libres qui s'y trouvent sont socialement très hétérogènes ; beaucoup de leurs membres retrouvent une France fort différente de celle qu'ils avaient quittée et dont ils conservaient un souvenir idéalisé au cours de leurs aventures guerrières sur les territoires lointains ».

Les unités constituées en Afrique du Nord après le 8 novembre 1942 voient une majorité d'officiers issus de l'armée de l'Armistice encadrer soit des troupes indigènes, soit des troupes mobilisées en Afrique où l'on trouve de nombreux « pieds noirs ». La plus grande partie de ces soldats n'ont jamais vu la France.

Un cas particulier est celui de l'Armée de l'Air dont les unités sont intégrées soit dans l'US Army Air Force, soit dans la RAF. Beaucoup de ces unités, au contraire des unités terrestres, stationneront en France et seront appréciées par les populations qui les côtoient.

Malgré la gloire acquise et les pertes subies, il y a toujours des réticences à l'égard de ces unités militaires venues de l'extérieur et dont l'encadrement est souvent considéré comme l'héritier direct de celui qui fut responsable de la défaite de 1940.

Mal connue par les Français, rejetée par certains politiques qui rêvent « d'armée populaire », cette armée française représente cependant l'armée la plus moderne que nous ayons jamais connue. Disposant des derniers matériels anglo-saxons, que ce soit dans les airs, sur terre ou sur mer, elle a des potentialités considérables pour permettre à la France, le combat terminé, de disposer enfin d'une défense efficace. En fait, cette armée méconnue n'a pas encore fait son unité. La Libération n'a pas fait disparaître certaines rivalités entre gaullistes et non gaullistes et d'autres tensions vont naître dès le retour en métropole. Quelle place donner

Hier STRASBOURG
demain SAIGON

Engagez-vous

OFFICIERS & S/O OFFICIERS DE RÉSERVE DE TOUTES ARMES, JEUNES GENS VOLONTAIRES
POUR SERVIR AUX ARMES ADRESSEZ-VOUS :

A PARIS : Au Centre de Renseignements des F.F.I. Caserne de Clignancourt, PARIS (18)
Mont. 38-52 & 37-78. Aux Bureaux d'Engag. de la Seine, 156 B, Montier & 76 B, Brune
EN PROVINCE : Aux Bureaux d'Engagement et de Recrutement.

au sein de cette armée aux résistants de l'O.R.A., anciens militaires d'active dont les mentalités sont souvent différentes de celles des combattants de Bir-Hakeim ou du Carigliano ? Comment intégrer dans ces troupes aguerries, dont certaines se battent depuis quatre ans, de jeunes FFI dont les connaissances militaires ne sont pas toujours à la hauteur de leurs références patriotiques ? L'amalgame est un des problèmes majeurs qui conditionne le renouveau de l'Armée française ; il faudra du temps pour qu'il soit résolu.

Cette armée de qualité, parfaitement entraînée, aguer-

rie par de nombreux combats, devrait être le noyau dans la résurrection des armées françaises. Des plans « merveilleux » établis dès la libération lui promettent un avenir étincelant. La paix venue, la majeure partie des combattants retournés dans leur foyer, l'Armée devra de nouveau s'exiler pour affronter le combat et la mort dans les guerres coloniales que l'euphorie de la Libération ne permet pas d'entrevoir.

Général CHRISTIENNE

Chef du service historique de l'Armée de l'Air.

La vie culturelle à la Libération

Ces notes rapides ne prétendent pas établir un bilan de la vie culturelle française à la Libération (par ailleurs esquissé dans le Catalogue de l'exposition), mais simplement en dessiner les grands axes et apporter quelques remarques.

Le point le plus surprenant concernant les manifestations intellectuelles et artistiques en 1944-1945, réside dans la juxtaposition de tendances sinon antagonistes, du moins hétéroclites.

Les influences américaines et soviétiques s'expliquent d'une part, à cause de la présence effective des troupes d'outre-atlantique, d'autre part, grâce au relai que constitue, d'une manière ou d'une autre, le parti communiste français. Elles s'expriment par la projection de nombreux films (*Le Dictateur* de Charlie Chaplin, *Les Hauts de Hurlevent* de William Wyler, *Furie* de Fritz Lang, *Tarzan trouve un fils*, *Léningrad*, *Deux Camarades*, *Les Partisans*, *Camarade P...*), la publication d'ouvrages (œuvres de Staline, de Vassili Grossman, d'Henry Miller...) et par une kyrielle de détails d'ordre quotidien (café en poudre, cigarettes...) ou concernant le débat des idées (la force morale du parti communiste en tant que « Parti des fusillés »).

Les aspects nouveaux de la vie culturelle à la Libération (publication des *Chemins de la Liberté* de Jean-Paul Sartre, de livres de Raymond Queneau, Marguerite Duras, Julien Gracq, Jean Genet, expositions de Dubuffet, Fautrier, Bazaine, Manessier, Wols...) incitent à remarquer que les œuvres subissent parallèlement les influences des courants artistiques et intellectuels d'avant-guerre, et l'empreinte durable du conflit.

Notons que la plupart des auteurs s'exprimaient déjà sous l'occupation (*L'Être et le Néant* est édité en 1943, Bazaine expose la même année à Paris des toiles abstraites, art considéré comme dégénéré par les Allemands).

Surprenant aussi est le phénomène conjoint de l'actualité et de la non-actualité artistique à cette époque.

En effet, de très nombreux témoignages apparaissent (Claude Roy *Les yeux ouverts dans Paris insurgé*, René Char *Seuls demeurent*, Aragon *Servitude et Grandeur des Français*, Paul Eluard *Au rendez-vous allemand*, Roger Vailland *Drôle de Jeu*, le film *Paris se libère*, les expositions *Libération de Paris*, *Le Front des barbelés*, *Crimes hitlériens*...). Mais ils semblent, malgré leur abondance et sans préjuger de leur qualité désordonnés, sans apport formel nouveau et sans unité de style (unité qui n'est pas forcément souhaitable, mais qui révèle une concentration des préoccupations). L'urgence ne peut seule l'expliquer.

D'autre part, perdurent ces fadaises, totalement à l'écart des événements (les films *Coup de tête*, de M. Le Hénaff, *Le Merle blanc* de Jacques Roussin, les chansons *La Guitare à Chiquita*, ou *Chic à Chiquito* de Francis

D. 34 745

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
15, Avenue Montaigne -- Métro: Alma-Marceau

Vendredi 23 Février à 19 h. 45

27^e ANNIVERSAIRE
DE L'ARMÉE ROUGE

CONCERT
FRANCO-SOVIÉTIQUE

Organisé par le Comité d'Action Culturelle et Artistique des Français
Soviétiques, sous la présidence d'honneur de
M. Georges Bonnet, Ministre des Affaires Étrangères, et de
Son Excellence M. MOLOTOV, Ministre des Affaires Étrangères de l'U.R.S.S.

CHANTS ET DANSES RUSSES
par les troupes des ballets soviétiques
avec les danseurs géorgiens
luciniens et moldaves

ORCHESTRE DE LA SOCIÉTÉ
DES CONCERTS DU CONSERVATOIRE
sous la direction de
CHARLES MÜNCH

Francesca de Rimini
Symphonie classique
Fonderie d'acier

TCHAIKOWSKY
PROKOFIEFF
MOLOSSOV

PLACES de 30 à 300 fr. -- LOCATION AU THÉÂTRE

EXPOSITION

44

*Années
Hitlériennes*

GRAND PALAIS. 10 JUIN. ENTRÉE 10 F^{RS}
INTERDIT AUX ENFANTS DE MOINS DE SEIZE ANS

Lopez...) qui posent la question, pas forcément de l'engagement (telle qu'elle sera soulevée après-guerre), mais du moins du fait d'être concerné par des « moments » historiques ». Si nous prenons le programme de la « comédie gaie » *Madame et son voleur*, dont le scénario imprimé à l'intérieur de la brochure révèle l'affligeant argument, la date de la représentation (5 mai 1945) suscite quelques interrogations.

Bien sûr, les situations majeures ne supposent pas de se plonger dans des spectacles ardu, austères, ennuyeux. Mais ce qui pourrait passer pour un divertissement tout à fait honorable (qui n'a pas, certains soirs, eu grand plaisir à regarder un film parfaitement idiot ?), prend un goût étrange en fonction du contexte. De surcroît, il est pro-

MERCREDI 14 FEVRIER au PALAIS DE CHAILLOT
 à 19 heures

GRANDE REPRÉSENTATION CINÉMATOGRAPHIQUE
 AU BÉNÉFICE DE LA
1^{re} ARMÉE FRANÇAISE

organisée par
 Comité Local de Libération et le Comité de la 1^{re} Armée Française
 sous le patronage de C. P. L. et de la Haute-Commission du Ministère de la Guerre
 et de la Direction des Spectacles

Comité: DELATTE DE TASSIGNY, Coordinateur, 207 Avenue de la République
 et les Sociétés Amicales de la 1^{re} Armée Française

Première Représentation à Paris
 DU CÉLÈBRE FILM DE
CHARLIE CHAPLIN
LE DICTATEUR

dont la présentation à l'ensemble du Public Parisien ne
 pourra avoir lieu qu'ultérieurement, et qui a été cependant
 mis gracieusement à la disposition des Organisateurs par
 les Services Américains d'Information
 et les Artistes Associés.

PLACES A PARTIR DE **800 FR.**
LOCATION au Palais de Chaillot et dans toutes les grandes Agences

Tous les Administrés du 1^{er} arrondissement auront certainement à cœur de participer
 de toutes les manières possibles à cette manifestation organisée en faveur de nos
 braves soldats.

Le Maire du XVI^e Arr. G. WARLUZEL

bable que les acteurs jouaient le même genre de pièce sous l'occupation. Et nous nous mettons à songer à toute cette part de la vie culturelle française qui passe de l'occupation à la Libération, identique, intacte, indemne.

En définitive, après ces courtes remarques, nous constatons que, comme dans n'importe quelle période, il n'y a pas d'unité de la vie culturelle — heureusement —, mais il semble qu'à la Libération, un traumatisme, un « état de choc », hérité probablement des situations individuelles des Français durant les années allemandes, malgré la joie, l'enthousiasme de la liberté retrouvée, dissémine particulièrement, si ce n'est toujours les idées, du moins les formes.

Laurent GERVEREAU

Magasinier au Musée des Deux guerres mondiales

LA LETTRE DE L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA BDIC & DU MUSÉE

Abonnement : 30 F
Prix du numéro : 8 F

Composition : Germinal (340.01.56) - Impression : Université Nanterre
 Directeur de publication : Stéphane Courtois - CPAPP : nouvelle demande en cours

La libérations des prisons et des camps en Allemagne d'après les papiers Jean Blum

Documents présentés par Philippe BUTON

En 1984, Véronique Blum a cessé ses fonctions de directrice de la B.D.I.C. Avant de quitter la bibliothèque, elle a bien voulu y déposer des archives appartenant à sa famille, par exemple les notes et rapports rédigés par son père en 1945.

A cette date, Jean Blum, avec le grade de commandant, est un des officiers français de la Mission Militaire de Liaison Administrative. Créée le 2 octobre 1943, la MMLA, dirigée par le commandant puis colonel Claude Hettier de Bois Lambert, avait une triple fonction lors des opérations de libération du territoire : installer les autorités civiles françaises si elles n'existaient pas encore – ou étaient empêchées de remplir leur rôle –, leur faire prendre les mesures de protection de la population, assurer enfin la liaison entre ces autorités et les commandements militaires alliés (pour plus de renseignements, cf. GPRF. MMFLA, *Instructions aux organismes de liaison*, SInd (1944), 126 p.).

Après l'entrée en Allemagne, le travail de la MMLA se modifie bien évidemment. Désormais, les officiers français de liaison apporteront une attention toute particulière à la libération, à la protection et au rapatriement des prisonniers et déportés français. Telle est la préoccupation du commandant Blum qui ressort des documents que nous reproduisons. Comme en témoignent ces documents, ce souci se heurte parfois à l'attitude des militaires américains qui n'ont visiblement pas été préparés à affronter les réalités de l'enfer concentrationnaire.



Document 1 : Rapport sur la prison de DIEZ. 11 avril 1945 :

« Le 27 mars 1945, la 9th Armd. Div. prenait la ville de Diez... Parmi les détenus (de la prison), se trouvaient environ 200 Français (dont 180 politiques) et environ 90 Belges. Les portes des cellules furent aussitôt ouvertes, et les prisonniers purent circuler librement à l'intérieur de la prison, et dans ses cours et préaux. Tout au moins ceux en état de circuler : en effet, par suite du manque de nourriture et de soins, et des mauvais traitements allemands, la plupart des détenus étaient dans une condition physique lamentable (...). Sur plainte écrite de deux sujets britanniques détenus, (le responsable américain avait fait incarcérer dans les cellules les géoliers-bourreaux allemands et le médecin allemand de la prison (ce dernier soignait les plaies à coups de pieds ; deux des géoliers allemands se sont pendus depuis lors dans leurs cellules).

Un capitaine américain avait pris le commandement de la prison ; l'administration était assurée par un comité de détenus politiques des Nations Unies. Nous avons quitté Diez, persuadés que la prison serait rapidement vidée de ses hôtes (...).

Le 4 avril, nous nous sommes rendus, à nouveau, à Diez, et à notre grande surprise, nous avons constaté les faits suivants : les détenus (y compris les politiques) avaient été réenfermés dans leurs cellules, sur l'ordre d'un nouvel officier américain. Le régime était devenu plus sévère qu'au temps des Allemands (promenade quotidienne supprimée, nourriture non améliorée). L'examen des dossiers, en vue de la libération, n'avait pas commencé (...)



Document 2 : Note au sujet des détenus politiques français, 20 avril 1945

« 1. Il paraît nécessaire d'attirer tout particulièrement l'attention du Commandement sur les prisonniers politiques français qui sont trouvés, par l'Armée américaine, dans les maisons de force allemandes où ils étaient détenus.

2. Ces prisonniers ont été condamnés parce qu'ils ont été **volontairement** à la pointe du combat. Parmi les motifs de leurs condamnations figurent : aide à des aviateurs alliés, sabotage à la machine de guerre allemande, espionnage au profit des alliés, maquis, complot gaulliste, etc. Beaucoup de ces prisonniers ont été condamnés à mort, et leurs peines ont été commuées en un grand nombre d'années de réclusion.. Bref, ces prisonniers politiques peuvent et doivent être considérés comme l'élite des Français, et comme ceux qui ont le plus contribué à la victoire communale des Alliés.

3. Ces prisonniers peuvent également compter parmi ceux qui ont le plus souffert de la barbarie allemande (...).

4. Il semblerait donc logique que ceux qui ont le plus de titres à la reconnaissance et à la pitié des Alliés, jouissent, en contrepartie, d'un traitement de faveur pour leur rapatriement. Or, il n'en est rien, tout au contraire.

5. En effet, les D.P. ordinaires, parmi lesquels figurent certainement des indésirables et des suspects, sont rapatriés actuellement sans aucun contrôle de « sécurité » (...).

6. Par contre, les détenus politiques trouvés dans les prisons allemandes sont examinés selon des procédures particulières (qui entraînent des retards dans la libération des « politiques » (...)). Une certaine confusion semble de plus régner, dans l'esprit de quelques officiers chargés de visiter les prisons, entre les détenus politiques alliés et les

détenus politiques allemands : c'est ainsi que des prisonniers politiques français ont eu à remplir le questionnaire : « FRAGENBOGEN MG/PS/G/9 » qui s'applique évidemment aux seuls Allemands (Nazi Party affiliation, etc.) (...).

*

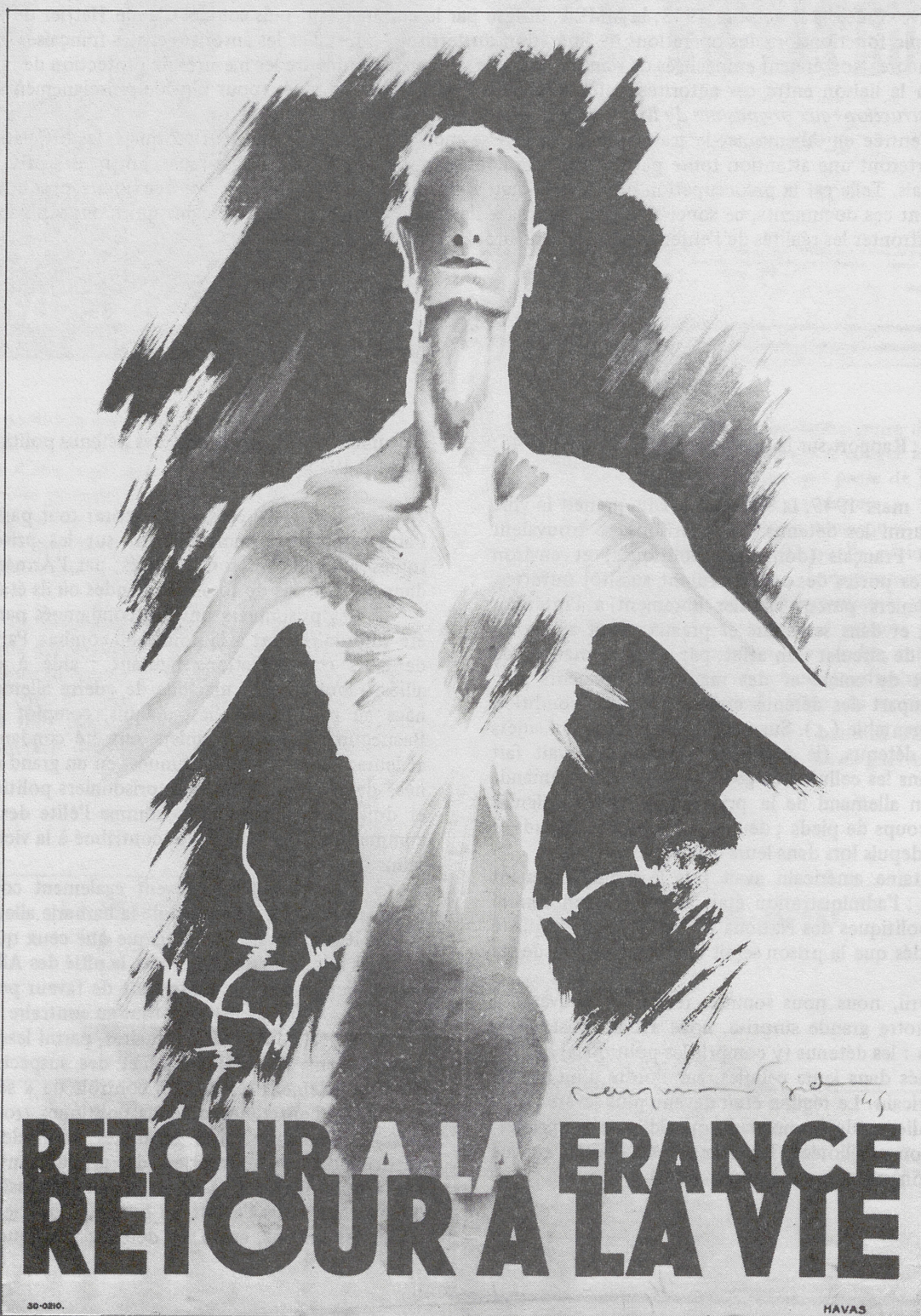
Document 3 : Visite de prison de UNTERMASFELD. 25 avril (1945) :

« (...) 2. Cette prison a été libérée par les Américains, le 2 avril, c'est-à-dire il y a 23 jours. Sa capacité était de 664 personnes. Au 23 avril, elle contenait : Politiques 476, Droit commun 309, Prévenus 157. Parmi les Politiques, j'ai trouvé : 47 Français, 71 Belges, 73 Luxembourgeois, 6 Norvégiens, plus des Tchèques, Polonais, etc. (...).

3. Conditions des prisonniers sous le régime allemand : Travaux forcés : 13 heures par jour, sans interruption, nourriture tout à fait insuffisante, encore réduite, par mesure disciplinaire, à chaque infraction au règlement. Sévices de la part de plusieurs gardiens.

4. Conditions depuis l'arrivée des Américains. Arrivés le 2 avril au matin, dans la prison, les Américains ont ouvert les portes des cellules des détenus politiques, le même jour, dans l'après-midi. Mais du 2 au 24 avril, les politiques n'ont pu quitter l'intérieur de l'établissement pénitentiaire. Le 24 avril, seulement, ils ont reçu un laissez-passer (...).

5. (...) Le directeur allemand, J. GERICKE en fonction depuis 1932 est encore en place, et c'est lui qui a signé le « Prison situation report » du 23 avril. Dans ce document ce directeur signale que 7 gardiens ont été arrêtés et qu'un autre est recherché pour mauvais traitements aux prison-



niers. Je comprends difficilement que Gericke, responsable en tant que Directeur de ses subordonnés, soit maintenu dans ses fonctions directoriales, et que sa seule peine soit de signer des rapports relatant des faits délictueux ou criminels commis par des hommes sous ses ordres (...). Je tiens à signaler que la présence, parmi les détenus, de l'ancien maire de Roubaix, Dr. GUISLAIN, risque d'avoir une fâcheuse répercussion sur la population de la grande cité industrielle du Nord (...).

*

Document 4 : Prison de Bayreuth (Bavière). 4 mai 1945 :

« (...) Cette prison a été libérée, par les Américains, le 14 avril. Elle contenait alors, environ 1.600 personnes (...). Dès l'arrivée des Américains, la nourriture a été améliorée en qualité et en quantité. Les anciens détenus circulent librement à l'intérieur de l'enceinte pénitentiaire, et ils ont le droit de sortir en ville plusieurs heures par jour. Les locaux de la prison sont propres et salubres : les anciens détenus préfèrent y loger, jusqu'à leur libération, plutôt que d'être transférés dans un camp de D.P. (...). Les Français, circulant en ville, ont pu se rendre compte que les travailleurs volontaires avaient été évacués avant eux. Tous ces Politiques qui ont milité dans la Résistance en ont éprouvé un vif et légitime ressentiment (...).

*

Document 5 : Camp de concentration de FLOSSENBURG (Bavière). 6 mai 1945.

« (...) Plusieurs Français interrogés qui avaient été détenus successivement à BUCHENWALD, DACHAU, FLOS-

SENBURG, nous ont déclaré que les deux premiers camps étaient des « paradis » comparés au troisième (...) **Mesures prises par les Américains depuis leur arrivée. Mesures sanitaires** : le 24 avril, arrivée des premiers médecins américains. Le 25, premières inoculations antityphiques. Mais ne furent vaccinés que ceux qui se présentèrent, et aucune liste de noms ne fut dressée (les trois-quarts de l'effectif présent n'étaient pas inoculés). (...) **Nourriture** : la nourriture est améliorée en qualité et en quantité (réquisitions locales augmentées de quelques rations de l'US Army). Toutefois, le changement de nourriture eut lieu sans contrôle médical, et de nombreux et sérieux troubles hépatiques et intestinaux résultèrent de ce changement de régime un peu brutal. De plus, le chef des cuisines étant allemand, et les 20 cuisiniers russes, ceux-ci réservent à leurs compatriotes, la totalité des viandes et des meilleurs aliments, dont les malades de toutes les nationalités auraient le plus grand besoin (...). **Respect dû aux Morts** : Durant toute la période durant laquelle le camp fut mis sous la juridiction de la T.U.S.A., les morts continuèrent à être brûlés, exactement comme durant le régime allemand (et ce, malgré les protestations des occupants du camp). Du 23 avril au 1er mai, 135 cadavres furent jetés dans la trappe, vers le four crématoire. Seul, durant cette période, le Dr Armingas de Toulon, héros de la Résistance, fut enterré, grâce à l'insistance des Français. Par contre, le 1er mai, les incinérations cessèrent (...). Toutefois nous avons constaté, avec peine, que le 4 mai, les morts étaient encore « jetés » dans la morgue, en tas, tout nus, les uns par dessus les autres. En lisant dans les *Stars and Stripes* du 3 mai, à propos des horreurs de DACHAU, ces lignes « Not one good German had the decency to stop and cover a body with a sheet. They seemed to think it none of their affair », nous n'avons pu nous empêcher de penser que pareil fait se produisait à Flossenburg, dans un camp sous les ordres du Major Gray, plus de dix jours après l'arrivée des Américains (...).

L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA BDIC A UNE JOURNÉE D'ÉTUDE SUR LES RELATIONS LECTEURS-BIBLIOTHÈQUES

L'Association a été invitée à participer à la journée d'étude organisée par l'Association de l'École Nationale Supérieure de Bibliothécaires (AENSB) le 27 janvier 1984. Le thème en était « Les bibliothèques vues par leur public au travers des comités de lecture, associations d'amis, commissions consultatives et autres instances représentatives ».

Geneviève Dreyfus-Armand montra d'abord comment l'originalité des fonds de la BDIC attirait des catégories tout à fait particulières de lecteurs (enseignants, universitaires, chercheurs, étudiants, représentants d'organismes divers, chercheurs individuels...) et comment des liens très spécifiques se créaient entre ces lecteurs et la bibliothèque. Ce qui a amené, en 1981, la création de l'Association au sein de laquelle s'opère, de manière originale, une véritable coopération scientifique entre les usagers et le personnel.

Stéphane Courtois exposa le type d'activité et

les grandes orientations de l'Association.

L'association a décidé d'aider et de soutenir la BDIC en se consacrant à sa promotion (*Lettre* publiée régulièrement, émissions de radio et de télévision, expositions organisées par le Musée...). Puis, elle a souvent pris le relais de plusieurs types d'initiatives lancées par la BDIC qui offraient aux chercheurs l'occasion de rendre à la bibliothèque une partie des services qu'ils en tiraient (aide au traitement de fonds spécialisés, participation à l'organisation d'expositions au Musée...). L'Association a très souvent été le lieu privilégié de collaboration entre chercheurs et bibliothécaires.

Le public de cette journée AENSB semble avoir fort apprécié ces deux exposés, surtout parce qu'ils montraient que les relations bibliothécaires-utilisateurs n'étaient pas automatiquement conflictuelles mais étaient susceptibles de déboucher sur une véritable coopération.

Vie de l'Association

Assemblée Générale du 19 décembre 1983

L'Assemblée générale annuelle pour 1983 s'est tenue le 19 décembre dernier, sous la présidence de Monsieur Daniel MAYER, qui a bien voulu conserver la présidence.

Le quorum fut déclaré largement atteint : 65 personnes étaient présentes et les adhérents qui avaient été dans l'impossibilité de se déplacer avaient, pour beaucoup, envoyé des procurations. Le bureau ne peut que se féliciter d'une large participation, à une date qui n'était peut-être pas commode pour tous.

Monsieur Daniel MAYER, après avoir ouvert la séance et présenté l'ordre du jour, donna la parole à Geneviève DREYFUS-ARMAND, secrétaire-adjointe, pour faire un bilan de l'activité de l'Association depuis la dernière assemblée générale.

L'un des pôles d'activité de l'Association a été, sur la lancée de l'année précédente, de continuer à faire mieux connaître la BDIC auprès des historiens français et étrangers et auprès des pouvoirs publics, non pour faire une simple opération publicitaire. L'Association ne prétend pas que la BDIC est la meilleure des bibliothèques, mais elle entend marquer la place de celle-ci dans la recherche en histoire contemporaine ; et cette place est encore mal définie et reconnue auprès des spécialistes et des pouvoirs publics. Si beaucoup de progrès ont été réalisés ces dernières années dans le sens de cette « reconnaissance », il reste encore à faire pour que soient appréciés à leur juste valeur tant les fonds immensément riches et souvent rares de la BDIC que les potentialités présentées par cette dernière pour une future automatisation.

Dans les *Lettres* qui ont été publiées, l'Association s'est attachée, comme le souligne Geneviève DREYFUS-ARMAND, non à faire une apologie de la BDIC, mais à situer le pôle de la bibliothèque dans un ensemble documentaire plus vaste. Ainsi, d'autres bibliothèques ou centres de documentation ont été présentés dernièrement : le GRECO 26 et le CIAL (Paris VIII) dans le numéro consacré à l'Amérique latine, la Bibliothèque Nationale, la Bibliothèque des Langues orientales, l'Institut d'études slaves, le Centre de documentation sur l'URSS (EHESS), etc., dans le numéro spécial sur l'URSS.

Les trois numéros de la *Lettre* parus depuis un an ont mis en valeur des fonds particuliers de la BDIC ou des fonds peu connus (ou encore non traités) ; la diversité et la qualité des auteurs des articles font de ce bulletin de format modeste un outil scientifique de plus en plus apprécié. Rappelons les thèmes de ces dernières *Lettres* : n° 7 sur la Deuxième Guerre mondiale, n° 8-9 sur l'Amérique latine, n° 10 sur l'URSS, n° 11 sur l'Italie.

Les participants à l'assemblée et les adhérents sont invités à faire des critiques et des suggestions pour améliorer la *Lettre* dans son contenu et sa présentation. Sa préparation est une activité permanente du secrétariat. Un abondant courrier a été reçu de province et de l'étranger, demandant souvent un abonnement. Signalons au passage que deux demandes ont été faites pour l'inscription de la *Lettre* à la Commission paritaire des publications et agences de presse et, bien que les conditions soient en principe réunies, les réponses ont été négatives.

Rappelons quelques activités plus circonstancielles de l'Association en 1983 ; elles avaient été signalées dans le n° 8-9 d'avril-septembre 1983 :

— l'Association est passée à l'émission *Tribune Libre* sur FR3 le 20 avril 1983.

— une table ronde « Révolution vue par les révolution-

naires » (à la suite de l'exposition des affiches de la Russie révolutionnaire des années 1914-1921 organisée au Musée des Deux guerres mondiales) a réuni de nombreux participants le 21 avril 1983.

Par ailleurs, l'Association a contribué à enrichir la documentation de la BDIC, non pour se substituer à la bibliothèque pour l'achat de documents, mais il lui est plus facile qu'à celle-ci de :

— régler à l'étranger certaines factures difficiles à payer (ce qui soulage, remarquons-le au passage, le travail de la comptabilité déjà surchargée) ;

— acheter de la littérature « grise » souvent peu chère, mais dont l'achat occasionne pour la bibliothèque de nombreuses petites factures.

Enfin, toujours dans le but d'aider les publications que la BDIC peut faire, l'Association a aidé de ses deniers et de sa matière grise une coédition faite par la BDIC et le GRECO 26 du CNRS (Réseau documentaire Amérique latine) d'une bibliographie des sources documentaires existant à Paris sur l'histoire du mouvement ouvrier argentin. Cette bibliographie, très utile pour les chercheurs, a déjà été vendue en de nombreux endroits. Tel est le bilan, rapidement résumé, de l'activité de l'Association en 1983.

Martine LEMAITRE et Thérèse MULLER, trésorières, décrivent la situation financière de l'Association à la date de l'Assemblée générale. L'essentiel des ressources provient d'un reliquat positif, des cotisations des adhérents, d'une subvention du ministère de la Défense (10.000 F)... Les plus grandes dépenses sont occasionnées par la composition et l'impression de la *Lettre* et les frais d'affranchissement très lourds. Il est évident que l'inscription de la *Lettre* à la Commission paritaire des publications aiderait grandement à équilibrer un budget largement entamé par la *Lettre*.

Ensuite, Stéphane COURTOIS, secrétaire, exposa les projets généraux de l'Association relatifs à la BDIC (voir plus loin l'essentiel de son intervention).

L'Assemblée générale adopta l'ensemble des rapports, à la suite d'une discussion à laquelle prirent part de nombreuses personnes.

Comme les statuts le prévoyaient, le renouvellement du Conseil d'administration et du Bureau fut effectué par l'Assemblée générale. Voir ci-dessous leur composition.

Bureau :

Président : Daniel Mayer

Vice-Présidents : H. Amouroux, J. Droz, O. Patrois.

Bureau : W. Berelowitch, S. Courtois, J. Delarue, G. Delépine, G. Dreyfus-Armand, M. Ferro, L. Fioux, R. Frank, R. Girault, L. Hamon, H. Kaplan, L. Lemonnier, M. Lemaître, T. Muller, R. Paris, M. Prat, R. Thalmann, E. Welhoff.

Membre de droit : directeur de la BDIC.

Conseil d'administration :

A. Bachoud, M. Baudot, J.J. Becker, F. Bedarida, S. Berstein, J.P. Bourcheix, R. Bourderon, J. Bouvier, C. Christienne, J.P. Cointet, J.L. Crémieux-Brilhac, D. Degez-Vataire, M. Dreyfus, C. Fohlen, A. Grosser, F. Huyet, D.J. Jay, B. Kerblay, A. Kriegel, A. Kupferman, M. de La Fournière, M. Lavigne, C. Lévy, F. Mauro, J. Meyer, B. Michel, J. Mortier, G. Pedroncini, J. Rabaut, M. Rébérioux, J. Scherrer, B. Teynier, P. Vigier.

Extrait du rapport de Stéphane Courtois

Avant de vous exposer rapidement les projets de l'Association pour l'année à venir, je voudrais d'abord vous retracer les circonstances dans lesquelles nous allons avoir à travailler. Vous savez que Véronique Blum quitte la direction de la bibliothèque et va être remplacée. Il est indéniable qu'avec son départ, la BDIC risque d'entrer dans une période de « turbulences ». Or, vous savez tous que s'il est très long et difficile de créer ou de développer une vaste entreprise de qualité, comme l'est je crois la BDIC, il faut peu de choses pour qu'une telle entreprise se désagrège rapidement.

Dans ces circonstances, l'Association des Amis peut constituer, ne serait-ce qu'en partie, un garant de la continuité sur un point essentiel : les relations entre la bibliothèque et les utilisateurs.

Je voudrais en effet insister sur ce point qui fonde sans doute la spécificité de la BDIC : cette bibliothèque n'est pas, contrairement à ce que certains pourraient penser, une « super-bibliothèque universitaire ». La BDIC est avant tout une bibliothèque de recherche, dans la mesure où tout son travail est organisé en fonction des besoins des chercheurs. Et bien entendu, je ne retiens pas le terme « chercheur » dans sa seule acception sectaire de « chercheur à statut universitaire », mais je pense à tous ceux qui avec quelque compétence étudient telle ou telle fraction du champ de l'histoire contemporaine.

Cette liaison très étroite entre l'ensemble du personnel et les chercheurs vient d'abord du personnel qui conserve encore très largement ce sens du service public qui tend malheureusement à se perdre dans trop d'institutions.

Mais ce climat de sympathie qu'on rencontre à la BDIC ne rend pas compte d'un processus beaucoup plus profond et beaucoup plus important, qui est dû à la politique suivie en toute conscience par Véronique Blum. Elle a compris qu'il ne pouvait pas y avoir de fonctionnement fructueux de la bibliothèque si on ne donnait pas aux chercheurs l'occasion de rendre à la bibliothèque tout ou partie de ce qu'ils en tiraient.

Elle a donc mis en œuvre une politique précise qui, à mes yeux, fonde pour l'avenir une bonne part du caractère « original » de la BDIC.

Elle a d'abord décidé d'utiliser des compétences extérieures et de faire épauler le personnel titulaire par des vacataires spécialisés chargés de traiter des fonds particuliers. C'est ainsi que Guillaume Bourgeois s'est occupé des morses de censure 1939-40, Michel Prat des fonds socialistes allemands, Michel Leiberich des fonds yiddish, Edouardo Bilsky de l'Argentine, etc. Le présence de ces spécialistes a permis de traiter des fonds entrés souvent anciennement et que le personnel titulaire n'avait ni le temps, ni parfois les compétences historiques très spécialisées qui étaient indispensables.

En outre, Véronique Blum a associé deux chercheurs à la réalisation des expositions du Musée ; Vladimir Bérélowitch s'est magnifiquement acquitté de sa tâche lors de l'exposition des affiches de la révolution russe (il a participé de manière décisive à la conception et à la réalisation de l'exposition et du catalogue et a organisé une table ronde que tout le monde a encore en mémoire) ; Philippe Buton est en train de réaliser le même travail avec l'exposition sur « La France et les Français de la Libération ».

Or, il est très significatif de constater que tous ces chercheurs très qualifiés, qui sont tous docteurs de 3ème cycle

ou dont les thèses sont très avancées, ont participé largement au travail de l'Association et en particulier à la rédaction des différentes *Lettres*.

Toujours en s'appuyant sur les chercheurs-utilisateurs, V. Blum a lancé une politique de repérage et de recueil de fonds documentaires qui a donné en peu d'années des résultats considérables (souvent sous forme de dons). On se souvient que l'Association elle-même a participé à la récupération de fonds d'archives sur le Parti communiste grec pendant la deuxième guerre mondiale.

Enfin, V. Blum a élargi les relations de la BDIC avec les organisations similaires à l'étranger, et, là encore, les contacts ont été accélérés ou entretenus par des chercheurs-utilisateurs de la BDIC.

Au total, par cette politique de liaison étroite avec les chercheurs, la BDIC a participé très largement à ce que j'appellerai la structuration du champ scientifique en histoire contemporaine.

Il n'y aurait pas d'illusion plus profonde et d'erreur plus grave que de croire qu'un champ scientifique fructifie tout seul, sans travail, sans organisation, et que dans un superbe isolement le chercheur héroïque trace son chemin. Le chercheur qui œuvre seul ou isolé le fait avec une déperdition d'énergie considérable et qui aboutit à terme à un épuisement et à l'inefficacité pure et simple. Au contraire, lorsqu'il œuvre dans un champ scientifique structuré, lorsqu'il bénéficie d'axes de travail, de réseaux d'échanges d'informations, de points d'appui, son travail avance plus vite, avec moins d'efforts inutiles et dans un enthousiasme collectif extrêmement porteur.

Or, grâce à la politique suivie par V. Blum, la BDIC me semble aujourd'hui l'un de ces éléments majeurs qui contribuent à favoriser la démarche de l'historien contemporain. Et c'est très justement que le professeur Moshe Lewin, dans son article de la dernière *Lettre* a parlé du « collège invisible ». Il se fait à la BDIC un travail d'orientation et de coordination des recherches qui est presque automatique. Chacun ici l'a expérimenté : un(e) bibliothécaire qui connaît vos centres d'intérêt vous présente un autre chercheur ou vous indique telle ou telle modification dans le fichier, l'arrivée de telle nouveauté, de tel fonds ancien récupéré, etc. Jour après jour s'opère un travail d'échange qui est fondamental ; la BDIC crée une sorte de « bouillon de culture » où le chercheur est comme un poisson dans l'eau.

Le problème que je me pose, c'est de savoir si en haut lieu on est bien conscient de l'importance du phénomène. Deux exemples malheureux et récents permettent d'en douter. D'abord, le départ de V. Blum qui a été placée dans des conditions de travail qui lui interdisaient de remplir correctement sa tâche, sauf à y perdre sa santé.

Le deuxième exemple malheureux est celui du grand colloque de Montpellier sur « L'histoire et son enseignement » pour lequel aucune communication n'a été retenue sur le rôle des bibliothèques dans la promotion de l'histoire.

Ces exemples sont d'autant plus étonnants que récemment le rapport de René Girault avait attiré l'attention des autorités sur l'état de l'enseignement de l'histoire en France et que le Président de la République lui-même s'en était ému, se déclarant « scandalisé » et « angoissé » par la perte de la mémoire collective qu'il avait pu constater parmi les nouvelles générations. Il a demandé qu'on y remédie au plus

vite, en rappelant cette évidence : un peuple qui perd son histoire perd son identité. (...)

Pour conclure, la BDIC va se trouver confrontée à des difficultés accrues. Le remplaçant de V. Blum va devoir consacrer un temps précieux à la prise de contact. Or, aucun des problèmes qui ont motivé le départ de V. Blum

ne sont résolus, en particulier en ce qui concerne les tâches administratives. Le moment est donc venu d'une mobilisation maximale des Amis de la BDIC pour préserver tout l'acquis de « l'ère Blum », pour peser afin que la BDIC obtienne les moyens de faire fructifier l'énorme patrimoine culturel qu'elle recèle, enfin pour assurer de notre total soutien le futur directeur de la BDIC.

Le Guatemala de 1974 à 1984 : périodiques disponibles à la B.D.I.C.

Sur le Guatemala, et plus précisément sur l'opposition au régime militaire, le service des périodiques de la BDIC propose aux chercheurs, pour la décennie 1974-1984, soixante-quinze titres à ce jour. Bien entendu, étant donné la grande difficulté de se procurer ces documents, toutes les collections ne sont pas complètes ; mais l'ensemble permet au chercheur d'avoir une vision extrêmement étendue de l'histoire de ce pays d'Amérique centrale pour les dix dernières années. Ce fonds, qui comprend des revues et les publications périodiques des principaux partis et organisations politiques de l'opposition, des syndicats, des divers groupes sociaux et des organes de presse indépendants, est unique en Europe.

1. PARTIS ET ORGANISATIONS POLITICO-MILITAIRES

Ejército Guerrillero de los Pobres – EGP –

- El Camino del Obrero (1980) – Guatemala
- Carta Fraternal (1976/1978) – Guatemala
- Compañero (1975-1983) – Guatemala
- Ejército Guerrillero de los Pobres. Parte de Guerra (1981-1984) – Guatemala
- Guerra Popular (1975-1980) – Guatemala
- Informador guerrillero (1981-1984) – Guatemala
- Informador Internacional (1981) – Guatemala.

Fuerzas Armadas Rebeldes – FAR –

- Causa Proletaria (1980) – Guatemala
- Fuerzas Armadas Rebeldes. Organo de opinion (1981) – Guatemala
- Fuerzas Armadas Rebeldes. Organo informativo (1981-1983) – Mexico
- Guatemala en lucha (1981-1983) – Guatemala
- Guatemala in struggle (1983) – s.l.
- Parte de Guerra, Fuerzas Armadas Rebeldes.
- Verdad proletaria (1980) – Guatemala.

Organizacion del Pueblo en Armas – ORPA –

- Erupcion (1979-1983) – Guatemala
- Eruption (1983) – Paris
- Organizacion del Pueblo en Armas. Communiqué de Presse (1982-1983) – Paris
- Organizacion del Pueblo en Armas. Numero especial (1979-1980) – Guatemala
- Organizacion del Pueblo en Armas. Para el exterior (1980-1982) – Guatemala
- Servicio informativo de ORPA (1980-1981) – Guatemala
- Siembra (1979-1983) – Guatemala.

Partido Guatemalteco del Trabajo. Nucleo de Direccion – PGT-ND

- Unidad (1982-1983) – Guatemala

Partido Guatemalteco del Trabajo. Comité Central – PGT-CC

- Boletín internacional. Comision de Relaciones internacionales (1982-1983) – Guatemala
- Boletín internacional. Partido Guatemalteco del Trabajo (1982) – Guatemala
- Revolucion popular (1981) – Guatemala
- Verdad (1981-1983) – Guatemala

Movimiento Revolucionario del Pueblo Ixim – MRP-IXIM

- Ixim. Edicion internacional (1983) – Mexico

2. PARTIS ET ORGANISATIONS POLITIQUES

Frente Democratico Contra la Represion – FDCR

- Frente (1980-1981) – Guatemala

Frente Popular « 31 de Enero » – FP 31

- Boletín internacional (1981-1983) – Mexico
- Comunicado internacional (1982-1983) – Mexico
- Pueblo combatiente (1981) – Guatemala
- Rano (El) chapin (1982) – Guatemala

Marxistas Revolucionarios de Centroamérica (IVème Internacional)

- Revolucion socialista (1976-1977) – Mexico

Partido Socialista Democratico de Guatemala – PSD

- Carta socialista (1982) – San José

3. SYNDICATS ET ASSOCIATIONS DE DÉFENSE

Asociacion de Periodistas Democraticos de Guatemala « Marco Antonio Cacao Muñoz » – APGD

- Informador de Guatemala (1981-1982) – San José

Asociacion de Trabajadores de la Cultura de Guatemala « Alaide Foppa » – ATCG

– Hunahpu (1982) – Mexico - Managua

Comité de Unidad Campesina – CUC

– Voz del CUC (1980) – Guatemala

Comité Nacional de Unidad Sindical – CNUS

– CNUS-Press (1981-1982) – Mexico

Confederacion Centroamericana de Trabajadores – CCT

– CCT en accion (1978) – San José

Coordinadora de Pobladores – CDP

– Desde la covacha (1978-1981) – Guatemala

Federacion Autonoma Sindical de Guatemala – FASGUA

– Boletin internacional. Comision de Trabajo exterior (1982) – Mexico

– Voz obrera y campesina (1982-1983) – Mexico

– Guatemala Sindical (1982-1983) – San José

Federacion de Trabajadores de Guatemala – FTG

– Obrero en lucha (1980-1981) – Guatemala

Grupo Unido de Pobladores – GUP

– Barricada (1979-1980) – Guatemala

4. UNIVERSITÉS ET LYCÉES

Asociacion de Estudiantes Universitarios « Oliverio Castañeda de Leon » – AEU

– Asociacion de Estudiantes Universitarios « Oliverio Castañedas de Leon ». Delegacion Mexico (1983) – Mexico

Frente Estudiantil Revolucionario de Guatemala « Robin Garcia » Secundaria – FERG-S

– Voz combativa (1981) – Guatemala

Frente Estudiantil Revolucionario de Guatemala « Robin Garcia » Universidad – FERG-U

– Universitario (El) en lucha (1980-1982) – Guatemala.

5. PRESSE INDÉPENDANTE

– Coyuntura (1982-1983) – San José

– Coyuntura extra (1983) – San José

– De sol a sol (1977-1980) – Guatemala

– Inforpress Centroamericana (1983-1984) – Guatemala

– Noticias de Guatemala (1978-1984) – Guatemala, San José, Mexico.

– Pueblo (1977) – Guatemala

– Servicio de Informacion de Guatemala – SIG (1978) – Guatemala

– Servicio de Informacion y Analisis de Guatemala – SIAG (1983-1984) – Mexico

– SIAG-PRESS. Especiales (1982-1983) – Managua

– SIAG-PRESS. Seleccion y sintesis cablegrafica mensual (1982-1983) – Managua

6. CHRÉTIENS

Anonyme

– Cristo compañero (197?) – Guatemala

Anonyme

– Guatemala : cristianismo y revolucion (1981) – Guatemala

Comité Pro Justicia y Paz de Guatemala

– Boletin del... (1981-1983) – Guatemala

– Informacion (1981) – Guatemala

– Informacion del... (1981) – Mexico

– Testimonio cristiano (1980-1981) – Mexico

Confederacion de Religiosos de Guatemala – CONFREGUA

– Carta de la CONFREGUA (1978-1979) – Guatemala

Iglesia Guatemalteca en el Exilio – IGE

– Boletin IGE (1980-1983) – S. José, Granada, Managua

– Iglesia guatemalteca en el Exilio. Carta fraternal (1980) San José

– Iglesia Guatemalteca en el Exilio. Testimonio (1981) – Granada

7. SOLIDARITÉ

Comité de solidarité avec le peuple d'El Salvador, le Collectif Guatemala et le Comité de solidarité avec le Nicaragua.

– Amérique centrale en lutte (1981-1984) – Paris

Centro de Servicios para la Solidaridad con el pueblo de Guatemala – CENSERSOG

– Guatemala. Hoja informativa del... (1981) – Mexico

Collectif Guatemala

– Guatemala Solidarité (1979-1984) – Paris

Comitato de Solidarieta con il Popolo de Guatemala – CISGUA

– Guatemala (1983-1984) – Rome

Equipo de Solidaridad con Guatemala en Nicaragua – ESG

– Guatemala (1982) – Managua

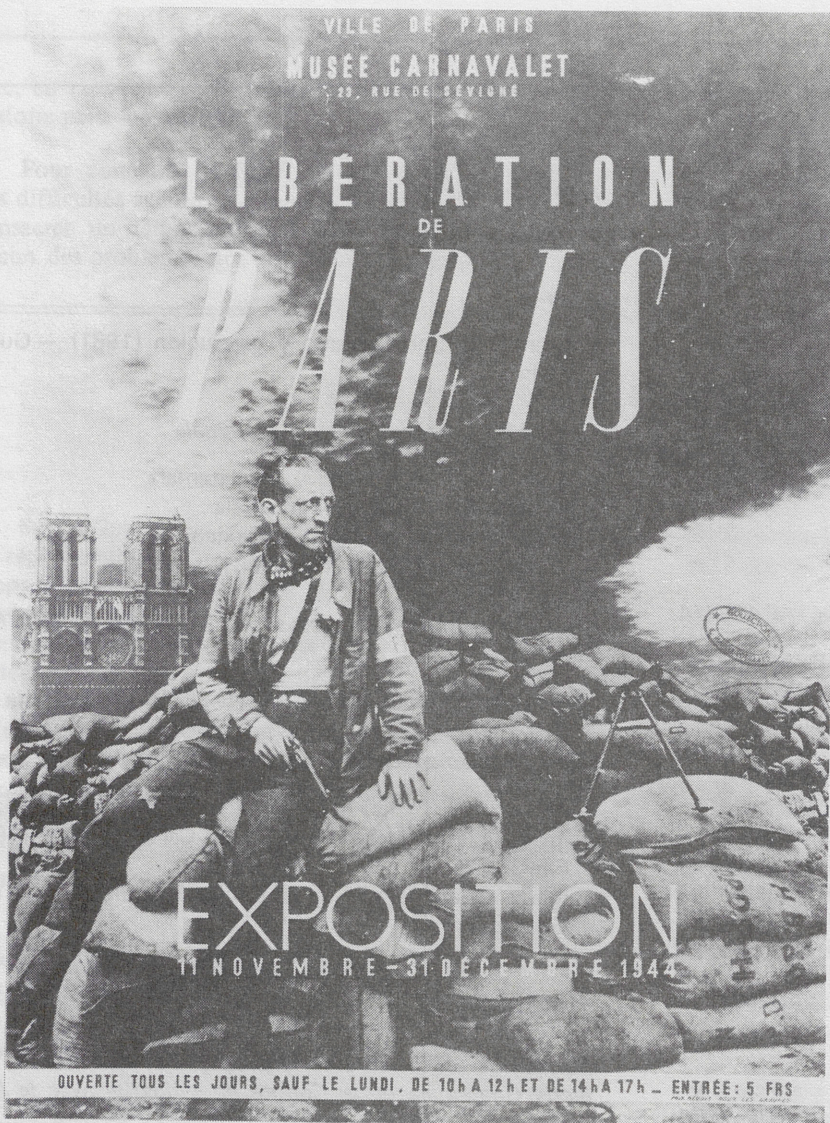
Fraternité Chapina

– Guatemala Information (1983) – Montréal

Guatemala Working Group

– Guatemala update (1981-1982) – Londres.

NOTE : Il va sans dire que la majorité des publications indiquées comme étant publiées au Guatemala sont clandestines, ce qui rend la collection d'autant plus rare et précieuse.



LA FRANCE ET LES FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION 1944-1945

Vers une France
nouvelle ?

Exposition
Juillet à décembre 1984

Musée des
2 Guerres Mondiales
BDIC

Hôtel National
des Invalides

Tous les jours de 10 h à 18 h
Dimanche de 14 h à 18 h
Fermé le lundi

Éditorial (suite)

« faute » par excellence, dans tous les sens du mot. Par certains côtés, l'épuration a pu effectivement correspondre à un besoin de défoulement, de « purification » : à l'encontre des « traîtres », mais aussi des démons intérieurs que beaucoup de Français, longtemps trompés par l'apparente légitimité de Vichy et le prestige du maréchal Pétain, ont voulu exorciser pour les mieux oublier.

Après la victoire de mai 1945 et la libération des camps de concentration, c'est le retour des déportés qui interpelle les consciences : « Ce passé brutalement dévoilé me rejetait dans l'horreur ; la joie de vivre cédait à la honte de survivre (Simone de Beauvoir). Les affiches appellent à la solidarité, à la souscription des 2 bons du Retour » : « *Il a eu faim* », « *Retour à la France : retour à la vie* », « *Plus jamais ça !* ».

L'avenir malgré tout apparaît à la Libération comme radieux. L'optimisme domine et, en 1944-1945, les résistants rêvent non seulement de gagner la guerre mais de changer le monde. Le terme de « révolution » est devenu le mot-clé de nombreuses affiches, celles du MLN et même celles du MRP. Signe des temps : Monseigneur Théas va jusqu'à critiquer le système économique : « *Le capitalisme jugé par l'Église* ». Le titre de l'exposition nous interroge : « *La France et les Français de la Libération, 1944-1945 : vers une France nouvelle ?* ». A bien des égards, les espoirs sont vite déçus. Les réformes de structure n'apportent pas tous les changements escomptés et l'élan se brise sur les réalités politiques, sociales et internationales. Certains documents de l'exposition montrent que les illusions coloniales sont grandes et que la France n'est pas mûre psychologiquement pour amorcer la décolonisation. A l'extérieur, elle ne réussit pas vraiment à retrouver son rang. Significatif ce carton d'invitation à la tribune de la Place Rouge à Moscou pour le défilé militaire du 24 juin 1945 : seuls les drapeaux soviétique, américain et britannique y sont dessinés. La France n'est pas invitée à la Conférence de Potsdam qui se tient quelques jours plus tard, pas plus qu'elle ne l'avait été à Yalta. Il est un domaine cependant où l'horizon des ambitions ne s'est pas rétréci, celui de l'économie. « *Retrouvons nos manches* », tel est le slogan de la célèbre affiche qui incite à la bataille de la production et autour duquel se fait l'unanimité nationale. Cette reconstruction s'est accompagnée d'une volonté de modernisation qui a animé la croissance pendant les trente années suivantes, celles que Jean Fourastié a appelées les Trente Glorieuses, pendant lesquelles la France s'est transformée comme elle ne l'avait jamais fait. La révolution annoncée à la Libération a bien eu lieu, mais elle fut « silencieuse ».

Robert FRANK

Maître-assistant en histoire contemporaine à l'Université de Paris X.